

T2137 - 349 - 4,00 F

le monde

libertaire

N° 349 JEUDI 13 MARS 1980 4,00 F

Organe de la Fédération Anarchiste


 rédaction
 administration
 3 rue ternaux
 75011 paris
 tel: 805 34.08
 ccp publico
 1128915 paris

hebdomadaire

(Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)

Giscard dans les émirats : le miroir aux alouettes !

Le retour de Giscard, après son périple dans les émirats, va être salué avec enthousiasme par les politiciens bousculés par les sinistres prévisions de Raymond Barre. Dans les bagages du président, toute une kyrielle de promesses dont d'autres voyages aussi fracassants nous ont montré la vanité, vont leur réchauffer le cœur et leur donner du grain à moudre au cours de leurs voyages difficiles dans leur circonscription. Accords pétroliers qui vont voir l'or noir déborder de nos cuves, contrats mirifiques pour ravigoter nos industries languissantes, approbations de la politique « juste » et « réaliste » de la France pour le rétablissement de la paix au Moyen-Orient, pour le retrait des Russes d'Afghanistan, pour le rétablissement de la coexistence pacifique... pour je ne sais quelles autres foutaises qui sont autant de tranquillisants pour un peuple qui devine, mais qui refuse de voir clairement s'approcher à grands pas le temps des épreuves.

Personne ne reprochera à Giscard le voyage. Les émirats sont à l'intersection des zones de conflits qui risquent d'embraser le monde. Mais ce qu'on lui reprochera, c'est, grimpé sur son tapis d'Orient, d'avoir avec sa légèreté coutumière brassé des illusions construites sur un mythe : la grandeur et le rayonnement de la France, et sans autres connaissances des réalités que les aneries que l'on cultive au quai d'Orsay avec une constance qui relève de l'imbécillité congénitale de nos diplomates. Ce qu'on lui reprochera, c'est de bâtir ce qu'il croit être sa place dans l'histoire sur un vent qui souffle un humanisme dépassé par la dureté des temps présents tout entiers tournés vers un réalisme dominateur. Essayons de voir, sans nous faire plaisir, quelles sont les clés qui ferment ou qui ouvrent ce verrou du monde que Giscard a survolé sur son tapis persan avec en main un volume des contes des mille et une nuits !

Ces petits princes et leurs féaux qui dominent ces minuscules parcelles que le hasard a gorgées de pétrole, ont peur ! Peur des convoitises des grands impérialismes qui dominent le monde et de leurs clients auxquels, parfois, ceux-ci lâchent la bride. Peur de leur propre peuple qui, après avoir digéré leurs richesses, est à la recherche de son identité, autre part que dans les principes rapportés d'Occident par leurs intellectuels et leurs cadres qui risquent par leurs soubresauts de briser l'instrument économique et structurel de leur évolution. Ils ont conscience de leur faiblesse devant ces forces gigantesques qui brassent l'histoire et, lorsqu'ils ne s'abrutissent pas dans les plaisirs pris à la sauvette ou en catimini dans les lieux de jouissances mis en place par les infidèles, lieux qu'Allah condamne, mais que la faiblesse humaine excuse, ils se tournent, éplorés, vers les pays de moyenne grandeur, comme le nôtre, espérant le miracle et prêts à tout promettre et à tout trahir, au hasard des circonstances.

Le Proche-Orient sort de l'enfance politique et surtout sociale. Les populations mélangent l'espérance d'une vie meilleure à une foi profonde et intransigeante. Nous avons connu ça dans notre histoire et il en est résulté une tache de sang dont nous avons gardé le souvenir. Et nous savons bien que ce sentiment de crainte et d'impuissance crée toutes les conditions d'un destin tragique. Les roitelets des émirats le savent aussi. L'ogre russe avance sa patte et pensant l'amadouer, ils refusent l'aide intéressée que leur propose « l'autre », car - et l'Iran en est la preuve -, l'aide de l'Amérique risque de les précipiter au bas de leur trône. Ils s'accrochent à Giscard qui passe dans leurs airs, comme ils s'accrocheraient à d'autres, sans autre espoir que de se créer l'illusion. Leurs jours sont comptés et ils seront broyés par les impérialismes qui s'affrontent. Le pétrole aura été à la fois leur chance et leur perte : le pétrole va niveler le Moyen-Orient et lorsque la dernière goutte coulera vers le début du prochain millénaire, elle symbolisera une évolution nouvelle et profonde de la nation arabe et de son peuple.

Et lorsqu'on regarde ces terres arides dont le malheur fut de posséder une ville, Jérusalem, qui symbolise cette poussière de religion révélée et d'hérésie aussi absurde, on se prend à penser que tout ce fatras ne pèsera pas lourd devant l'impérialisme décidé à

RHODESIE - ZIMBABWE

LA MAJORITE NOIRE ACCEDE AU POUVOIR

PAGE 8



sucer jusqu'à la dernière goutte de pétrole. Les peuples sont coincés entre leurs nouvelles richesses qu'ils savent éphémères et l'irrationnel qui sape cet élan qui devrait les projeter vers l'avenir ; et les colères aveugles qui les jettent contre l'oppressur, que celui-ci soit des leurs ou vienne de loin, se sont que des instants d'une torpeur alimentée par le culte.

Giscard, marchand d'illusions, aura créé un instant d'illusion et, avec ses partenaires, les chefaillons des émirats, il se sera regardé dans un miroir aux alouettes, celui que la presse saluant la « réussite » de son voyage, va nous tendre à son retour.

Il y a quelques années, me trouvant à Jérusalem en délégation syndicale, je disais au ministre des Affaires étrangères (celui qui vient de mourir), et qui nous recevait en audience :

« Au Moyen et au Proche-Orient, dans le cadre de la situation politique du monde, il n'y a pas de solution à partir des rapports de force établis avec la protection imposée par un ou l'autre des impérialismes qui dominent l'univers. La seule chance de ces pays composés d'une poussière de religions, dont la vôtre (la religion juive), de peuples d'origines diverses, de principautés sans liens historiques que ceux tissés par la colonisation, c'est le fédéralisme, c'est-à-dire l'association dans la tolérance mutuelle. Tous les peuples sont nés de provinces à qui on a laissé leurs gadgets religieux ou folkloriques en échange d'accords librement discutés sur les grandes options communes à tous ».

« Trop tôt », a répondu le ministre ! Pourtant, pour le Moyen-Orient c'est ça ! L'association fédéraliste, même si elle représente un ventre mou, ou alors la chevauchée des chars qui prendront la suite des hommes et des bêtes du Moyen-Age bardés de fer, pour labourer les terres et les hommes !

Maurice JOYEUX

Dans ce
numéro

Le procès
du
Canard
Enchaîné
Les
Cousins
en page 4

F.O.P. 2520

Liste et permanences des groupes de la Fédération Anarchiste

PROVINCE

AISNE : SOISSONS
ALLIER : MOULINS
ALPES-MARITIMES : GROUPE DÉPARTEMENTAL
AUBE : TROYES
B.-D.-R. : MARSEILLE-AIX
DOUBS : BESANCON
EURE-ET-LOIR : GROUPE BEAUVERON
GARD : GROUPE DÉPARTEMENTAL
GIROUDE : BORDEAUX-CADILLAC
HTE-VIENNE : LIMOGES
ILLE-ET-VILAINE : RENNES
INDRE-ET-LOIRE : TOURS
ISÈRE : GRENOBLE
LOIRE : ST ETIENNE
HERAULT : BEZIERS
MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
MANCHE : ST-LO
MORBIHAN : LORIENT
NIÈVRE : NEVERS
NORD : MAUBEUGE-VALENCIENNE
ORNE : LA FERTÉ-MACÉ-FLERS
PYRÉNÉES-ATLANTIQUES : BAYONNE-BIARRITZ
VENDEE : GROUPE LIBERTAIRE VENDEEN
HAUTE-SAVOIE : ANNECY
SEINE-MARITIME : ROUEN-LE HAVRE
SOMME : AMIENS
TARN-ET-GARONNE ET AVEYRON : VILLEFRANCHE DE ROUERGUE
VAR : RÉGION TOULONNAISE
YONNE : FÉDÉRATION DÉPARTEMENTALE
EURE-ÈVREUX
BELGIQUE
SUD-LUXEMBOURG

RÉGION PARISIENNE

PARIS : 11 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 2^e, 5^e, 6^e, 7^e, 10^e, 11^e, 13^e, 14^e, 15^e, 16^e, 18^e, 19^e, 20^e.
BANLIEUE SUD
 - FRESNES-ANTONY
 - FRESNES NORD. L'HAY
 - MASSY PALAISEAU
 - ORSAY BURES
 - RIS-ORANGIS
 - CORBEIL ESSONNES
 - DRAVEIL
 - THIAIS, CHOISY
 - MASSY
 - VILLEJUIF
 - MAISONS-ALFORT, ALFORT-VILLE
BANLIEUE EST
 - GAGNY, NEUILLY SUR MARNE, CHELLES
 - MONTREUIL, ROSNY
BANLIEUE OUEST
 - NANTERRE, RUEIL
 - VERNEUIL, LES MUREAUX

BANLIEUE NORD

- VILLENEUVE LA GARENNE, ST-OUEN
 - COURBEVOIE, COLOMBES
 - SEVRAN, BONDY
 - ARGENTEUIL

LIAISONS

De Aubenas, La Rochelle, Saintes, Hénin-Beaumont, Marennes-Oléron, Salon, Ardennes, Grasse, Vierzon, Bégard, Concarneau, Brest, Montpellier, Laon Orléans, Cherbourg, Chinon, Chaumont, St-Sever, Vendôme, Toulouse, Blois, St Brieu, Le Puy, Laval, Metz, Creil, Clermont-Ferrand, Nord Seine-et-Marne, Maule, La Roche/Yon, Montauban, Poitiers, Nord de la Hte-Vienne, Epinal, Noyon, Florac, Ajaccio, Bastia, Angoulême, Nantes, Mulhouse.

LIAISONS PROFESSIONNELLES

- LIAISON INTER-ENTREPRISES DES ORGANISMES SOCIAUX
 - LIAISON DES POSTIERS
 - LIAISON DES CHEMINOTS
 - LIAISON DU LIVRE
 - CERCLE INTER-BANQUES

Groupe de Troyes : les 1^{er} et 3^e mardis de chaque mois, de 19 à 21 h, 17 rue Char. les Gros (1^{er} porte à gauche).

Groupe de Tours : Pour tout contact écrire à Claude Garcera, B.P. 2141, 37021 Tours Cédex.

Groupe de Rennes : le mardi soir à partir de 20 h. à la MJC La Paillette.

Groupe libertaire d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h. à la librairie La Tête en Bas, 17 rue des Poitiers à Angers.

Groupe de Marseille : le samedi de 14 à 16 h. au local « Culture et Liberté », 72 Bd Eugène Pierre à Marseille.

Région toulonnaise : le samedi de 15 h. 30 à 19 h. au local du Cercle Jean Rostand, rue Montebello à Toulon.

Groupe Proudhon de Besançon : au local du groupe, 97 rue Battant, le mercredi de 18 h. 15 à 20 h. et le samedi de 15 à 17 h.

Groupe Eugène Varlin : Petite salle du Patronage laïc, 72 avenue Félix Faure, (15^e), métro Boucicaut, tous les mercredis de 19 à 20h.

Groupe du Havre et région « L'Entraide » : dans les locaux du CES, 16 rue Jules Tellier, 76 000 Le Havre, permanences le lundi, mercredi, samedi de 18 à 19 h.

Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 20 h. et le samedi de 14 à 18 h., en son local 7 rue du Muguet à Bordeaux.

Groupe d'Amiens : peut être contacté en écrivant à B.P. 7 - 80 330 Longueau.

Groupe d'Evreux : Cercle d'Etudes Sociales - BP 237 - 27002 Evreux-cédex.

Groupe de Rouen : le samedi de 15 à 17 h., rue du Gros Horloge.

Groupe Nestor Makhno de St Etienne : tous les jeudis à partir de 19 h, au local 15 bis CNT-SIA-LP de la Bourse du Travail, Cours Victor Hugo à St Etienne

Groupe Louise-Michel : le lundi de 18 à 20 h., le mercredi de 16 à 19 h. (en même temps que la permanence du collectif IVC), le samedi de 17 à 19 h., 10 rue Robert Planquette, Paris 18^e.

Groupe Voline : 26 rue Piat, Paris 20^e, tous les samedis de 14 à 16 h.

Groupe libertaire vendéen : B.P. 12, 85170 Le Poiré-sur-Vie

Groupe Soleil noir de Cadillac : tous les samedis de 14 à 19 h, 26 rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES).

Groupe Fresnes-Antony : mercredi, jeudi, vendredi de 14 à 19 h, samedi de 10 à 19 h, dimanche de 10 à 13 h, 34 rue de Fresnes à Antony, métro Antony (tél. 668-48-58)

Groupe d'Argenteuil : tous les samedis de 15 h 30 à 18 h 30, 28 rue Carême Prenant à Argenteuil (au fond de la cour).

Groupe libertaire de Sevrans-Bondy : adresse postale : Cercle d'Etudes Libertaires Centre Alfa de Bondy, 3 allée des Pensées - 93140 Bondy

Groupe Massy-Palaiseau : tous les mardis de 10 à 15 h au 34 rue de Fresnes à Antony (métro Antony), tél. 668-48-58.

Liaison Blois : Louis Maglione - B.P. 203 - 41002 Blois-Cédex.

Permanence des Relations Intérieures tous les samedis de 14 à 17 h.

COMMUNIQUÉS

Le groupe Jacob (Paris 5 et 13^e) n'assure plus de permanence au 51 rue de Lappe (par défaut de local). Les prises de contact se feront dorénavant soit par le canal des R.I. qui transmettront, soit directement lors de la vente du M.L. tous les jeudis de 17 à 19 h au métro Place d'Italie, sortie bd. Vincent Aurioi.

Le groupe de la région toulonnaise assure tous les dimanches matin, au Marché aux Pucés de Toulon (La Valette), une vente du Monde Libertaire ainsi que de livres, brochures, etc.

Le groupe libertaire vendéen vend Le Monde Libertaire tous les samedis matin au marché de la Roche-sur-Yon.

Un groupe vient de se constituer à Creil (Oise). Les camarades intéressés peuvent le contacter par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

Les personnes intéressées par la liaison de Cholet et de Sablé peuvent prendre contact avec elle par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

Les militants du groupe libertaire de Ris-Orangis (91) invitent leurs sympathisants (le de Ris et d'Evry, à les contacter en écrivant aux Relations Intérieures (3 rue Ternaux 75011 Paris) ou en les rencontrant sur le marché de Ris, tous les samedis de 10 à 12 h où ils vendent le M.L.

La liaison Poitiers appelle les libertaires de Poitiers à le contacter en vue de la formation d'un groupe. Ecrire aux R.I. qui transmettront.

Les militants du groupe Nestor Makhno de St. Etienne distribuent les invendus du Monde Libertaire, les dimanches matin au Marché aux Pucés de la plaine Achille.

Le groupe du 14^e appelle ses sympathisants à le contacter par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

Le groupe FA Troyes « Les Temps nouveaux » organise une réunion-débat sur le thème « Les espaces de liberté » Mardi 18 mars à 20 h 30 17 rue Charles-Gros à Troyes (1^{er} porte à gauche)

Vendredi 14 mars le groupe d'Evreux organise une soirée sur l'Espagne libertaire Le film de Malraux « L'espoir » sera projeté également une expo et un montage diapos Débat avec la participation d'un groupe de compagnons espagnols qui ont participé activement à la révolution clôturera cette soirée à 20 h 30, à l'Amicale laïque de St. Michel - Evreux

Permanence antimilitariste
 Tous les samedis de 13 à 15 h
 10 rue Robert Planquette Paris 18^e (M^o Blanche)
 tous les samedis de 15 à 18 h
 26, rue du Wad-Billy METZ - Tel. 74.41.58

Directeur de la publication Maurice Laisant
 Commission paritaire n° 55 635
 Imprimerie « Les marchés de France »
 44, rue de l'Ermitage, Paris 20^e
 Dépot légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205-Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

le pouvoir est maudit!



Ce poster a été édité par l'Union régionale Centre En vente à Publico 10 F



affiche éditée par le gr. Jacob 0,70 F l'unité au-dessus de 50 ex. En vente à Publico

Le Cercle d'Etudes Libertaire (groupe Sevrans-Bondy) organise une réunion d'information sur le thème « Proudhon, théoricien de l'anarchie » le samedi 22 mars à 16 h 30 au centre Alfa 3 allée des Pensées 93140 Bondy

A l'occasion des J.O. le groupe Commune de Kronstadt a édité une affiche à Moscou comme ailleurs... Solidarité avec la lutte de classe du prolétariat international En vente à Publico : 0,70 l'unité à partir de 10 ex., 2 F l'unité au-dessus de 10 ex.

Le groupe libertaire de la Ferté-Macé - Argentan organise une conférence-débat sur L'AUTOGESTION le samedi 15 mars à 21 h salle polyvalente à Argentan

Pour exprimer sa solidarité avec la population corse et celle de Plogoff face à la répression, la région toulonnaise de la F.A. appelle à un rassemblement, le samedi 15 mars à 16 h 30, Place du Théâtre à Toulon.

Sommaire

PAGE 1 Giscard dans les émirats	Lettre d'une locataire Procès d'un antimilitariste	Situation en Espagne
PAGE 2 Activités F.A.	PAGE 4 Les cousins	PAGE 6 Relations Internationales
Page 3 En bref	Grève des instituteurs	PAGE 7 Livres de la semaine
Amis lecteurs	Plogoff	B.D. - Cinéma
Suicide d'un réfractaire	PAGE 5 Guerre ou paix ?	PAGE 8 Rhodésie

Vient de paraître
VOLONTE ANARCHISTE N° 9
Autogestion, gestion directe... et La F.A. et l'autogestion de Maurice Joyeux
En vente à Publico 10 F
 Vous pouvez vous abonner à Volonté Anarchiste : 8 numéros 80 F, de soutien 120 F.
 Vous pouvez commencer votre abonnement en demandant à recevoir un ou des numéros déjà parus.
 Adresse pour les abonnements : Groupe Fresnes-Antony, 34 rue de Fresnes - 92160 Antony.
 Règlement à CCP A.S.H. 2160042 C Centre Paris.

LE MONDE LIBERTAIRE
 Rédaction-Administration: 3 rue Ternaux 75011 Paris
 Tel. 805.34.08 CCP Publico 11289-15 Paris

TARIF		Etranger	
France	1	Sans pli fermé	
3 mois	50 F	78 F	55 F
6 mois	95 F	150 F	110 F
12 mois	180 F	280 F	210 F

Tarif Etranger: RFA, Belgique, Suisse, Italie, Canada.

BULLETIN D'ABONNEMENT
 à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris (France)

Nom..... Prénom.....
 N°..... Rue.....
 Code postal..... Ville.....
 à partir du N°..... (inclus) Pays.....

Abonnement Reabonnement
Règlement (à joindre au bulletin):
 Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre
 Four tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre-poste.

en bref...

Le Collectif de Liaison Anarcho-Syndicaliste du Havre organise un débat, jeudi 20 mars, « l'économie capitaliste des pays l'est, à 20 h locaux du CES 16 rue au Havre.

Thierry Carradee, Pa Biquillon et Alain Ne respectivement affectés au régiment du Train, au de la Défense et au G ont déserté leurs affect pour affirmer leur ref toutes les armées. Ce s'inscrivent dans la c antimilitariste. Un co s'est formé pour les S Groupe de Solidarité Déserteurs (GSD), c 75065 Paris-cédex O.

René Fernandez, OP après 26 jours de gré fait. Malgré cette ré continue à demander

Le CSOC de l'Essonne le vendredi 14 mars, MJC de Ris-Orangis, 20 h 30, la projection films suivis d'un déb sur le thème : object militarisation. Lionel Beauflis, obje insoumis à l'ONF, p en appel le 14 mars Chambre, à Paris, 3 Orfèvres. La premièr est de six mois ferme avec sursis.

« La religion est-elle aujourd'hui l'optium de l'Eglise a-t-elle renonc de la classe ouvrière u mission ? », c'est sur que la Libre-Pensée é débat contradictoire Jacques Lombart et Prévotel, le mardi 18 20 h 30 aux Mureaux 24 ave P. Raoult (pré gare). Cette réunion par la F.A., la LCR, l'UAS et la LCI.

C. Gausset, déserteur six mois, s'est livré p le mardi 19 février. I actuellement incarcé Maison d'arrêt de Gr où il a entamé une g la faim. Dans le même temp insoumis depuis six a arrêté lors d'un cont Il est, lui aussi, incar prison de Gradignan une grève de la faim soutien, écrite au CL 7 rue du Muguet - 33 Bordeaux.

Laminoir, journal d' libertaire de la régi Picardie, n°1 est p sommaire : la répres un dossier expression

Jean-Christophe Her à effectuer son servic en avril 1979, a déci déserteur après 7 mo à la caserne. Il dema statut d'objecteur : o soutenir en écrivan des Droits de l'Hom Vannes, 13 Le Grez Arradon.

Lundi 3 mars, dans l la revalorisation du t manuel, Monory a fa éclair dans un lycé d'Argenteuil. Les llic alors opéré une vérif en mains du lycée p occupation en bonne forme. Cette occupa d'une échauffourée lycéens. Les profess élèves ont fait grève et demie en signe de

Dominique Rols suit en grève de la faim. écrire pour demande à M. le directeur de militaire, 35 rue Sai 75016 Paris, ainsi q Gouverneur Etat-Ma militaire, Central Fa Metz.

Une bonne nouvelle antimilitariste, Jean a été libéré après 51 d'incarcération, le 4 Par contre, Michel 1 du groupe OP20, ar insoumission le 1^{er} frontière franco-belg Pour rompre sa soli lui écrire : n°999, cl d'arrêt de Metz Que la Seulette - BP 109 Metz-cédex.

en bref...en bref...

Le Collectif de Liaison Anarcho-Syndicaliste (CLAS) du Havre organise une causerie-débat, jeudi 20 mars, sur : « l'économie capitaliste et l'économie des pays l'est, à 20 h dans les locaux du CES 16 rue Jules Teller au Havre.

Thierry Carradec, Pascal Biquillon et Alain Negron, respectivement affectés au 1^{er} régiment du Train, au ministère de la Défense et au Génie de l'Air, ont déserté leurs affectations pour affirmer leur refus de toutes les armées. Ces désertions s'inscrivent dans le cadre d'une lutte antimilitariste. Un comité s'est formé pour les soutenir : Groupe de Solidarité aux Déserteurs (GSD), c/o G. Petas 75065 Paris-cédex 02.

René Fernandez, OP20, est réformé après 26 jours de grève de la faim. Malgré cette réforme, il continue à demander son statut.

Le CSOC de l'Essonne organise, le vendredi 14 mars, à la MJC de Ris-Orangis, à 20 h 30, la projection de deux films suivis d'un débat-information sur le thème : objection et militarisation.

Lionel Beaulieu, objeteur insoumis à l'ONF, passe en procès en appel le 14 mars à 13 h, 11^e Chambre, à Paris, 34 quai des Orfèvres. La première condamnation est de six mois fermes et six avec sursis.

« La religion est-elle encore aujourd'hui l'opium du peuple ? L'Eglise a-t-elle renoncé à faire de la classe ouvrière une terre de mission ? », c'est sur ces thèmes que la Libre-Pensée organise un débat contradictoire entre Jacques Lombart et Marc Prévotel, le mardi 18 mars à 20 h 30 aux Mureaux, salle SRV, 24 ave P. Raoul (près de la gare). Cette réunion est soutenue par la F.A., la LCR, l'OCI, l'OJR, l'UAS et la LCI.

C. Gausset, déserteur depuis six mois, s'est livré publiquement le mardi 19 février. Il est actuellement incarcéré à la Maison d'arrêt de Gradignan où il a entamé une grève de la faim.

Dans le même temps, J.F. Paris, insoumis depuis six ans, a été arrêté lors d'un contrôle routier. Il est, lui aussi, incarcéré à la prison de Gradignan où il a entamé une grève de la faim. Pour tout soutien, écrivez au CLO Bordeaux, 7 rue du Muguet - 33000 Bordeaux.

Laminor, journal d'expression libertaire de la région Nord-Picardie, n°1 est paru. Au sommaire : la répression, du travail, un dossier expression antimilitariste.

Jean-Christophe Henry appelé à effectuer son service militaire en avril 1979, a décidé de désertier après 7 mois passés à la caserne. Il demande un statut d'objeteur ; on peut le soutenir en écrivant à la Ligue des Droits de l'Homme de Vannes, 13 Le Grezit - 56610 Arradon.

Lundi 3 mars, dans le cadre de la revalorisation du travail manuel, Monory a fait une visite-éclair dans un lycée technique d'Argenteuil. Les flics ont alors opéré une véritable prise en mains du lycée par une occupation en bonne et due forme. Cette occupation a été suivie d'une échauffourée entre flics et lycéens. Les professeurs et les élèves ont fait grève une journée et demie en signe de protestation.

Dominique Rols suite : toujours en grève de la faim. On peut écrire pour demander sa libération à M. le directeur de la Justice militaire, 35 rue Saint-Dizier - 75016 Paris, ainsi qu'à M. le Gouverneur Etat-Major 6^e région militaire, Central Fabert - 57000 Metz.

Une bonne nouvelle sur le front antimilitariste, Jean-Marc Roulet a été libéré après 51 jours d'incarcération, le 4 mars à 19 h. Par contre, Michel Tallec, membre du groupe OP20, arrêté pour insoumission le 1^{er} février à la frontière franco-belge, reste enfermé. Pour rompre sa solitude, on peut lui écrire : n°999, ch. 234, Maison d'arrêt de Metz Queuleu, 1 rue de la Seulotte - BP 1092 - 57038 Metz-cédex.

Amis lecteurs...

Vous trouverez dans ce numéro une nouvelle liste de souscription pour l'acquisition de nouveaux locaux pour Publico.

Cette souscription évolue donc. La vente de livres qui a, elle aussi, augmenté, nous permet de constater qu'il y a de l'intérêt au développement du mouvement anarchiste en France.

Cependant, nous pensons que tout l'effort possible n'est pas fait et qu'il doit y avoir possibilité d'augmenter encore la participation de tous pour notre librairie.

Depuis le 1^{er} mars, elle est donc ouverte à partir de 10 h 30. N'hésitez donc pas à passer. Vous êtes sûrs de trouver, en plus de nos « classiques », des nouveautés presque chaque semaine. Pour pouvoir débiter certains rayons afin d'insister encore plus sur les nouveautés, nous proposons à tous ceux qui achètent sur place pour plus de 100 F de livres, de choisir un livre gratuit parmi une liste de livres dépréciés.

Afin que tous nos amis éloignés aient, eux aussi, un avantage à nous commander des livres, nous nous engageons à expédier les commandes le jour même (sauf rupture de stocks).

Enfin, pour soutenir *Le Monde Libertaire*, un des meilleurs moyens est de s'y abonner. L'abonnement est pour nous une façon d'avoir des fonds d'avance pour sortir chaque semaine notre hebdomadaire.

Ainsi, vous le voyez, les façons de nous soutenir sont multiples.

Aujourd'hui, la souscription est l'élément le plus important, mais l'achat ou la commande de livres à Publico, l'abonnement à *Le Monde Libertaire*, sont également des éléments déterminants.

N'hésitez donc pas, le soutien, même celui qui peut vous paraître le plus infime, nous est nécessaire.

Salutations libertaires
Les Administrateurs
H. TRINQUIER - J.P. GIRAUD

SOUSCRIPTION

Publico.....	443	Bodart A.....	40
Lasfargues A.....	100	Quivy T.....	80
Carrière S.....	100	Lefebvre D.....	50
Gonel.....	50	Guerner.....	30
Gr. Commune.....	500	Cartagne A.....	100
Dalménèches Y.....	20	Denis J.M.....	50
Liaison Anizy.....	100	Gr. Sacco-Vanzetti.....	522
Lopez.....	700	Flour S.....	100
Gr. Louise Michel.....	100	Emmanuel (Orléans).....	500
Liaison Montpellier.....	16	Gr. Zo d'Axa.....	20
Gr. La Ferté-Macé.....	100	Fradin B.....	200
Gr. Sevran-Bondy.....	200	Aris.....	100
Gr. Jacob.....	790	Gr. Toulon.....	1356
Gr. Verneuil-Les Mureaux.....	1000	Fournel A.....	200
Liaison Béziers.....	34	Maupois R.....	20
Collart J.....	300	Vincent.....	48
Moras P.....	20	Chandioux.....	100
Binoche.....	50	Viller.....	8000
Flatot C. et J.....	100		
Rossigneux M.....	20	Total.....	17216
Nauleau P.....	20	Totaux précédents.....	37225
Zantain R.....	20	TOTAL GENERAL.....	54441

NOUVEAUTES

Bakounine
Oeuvres complètes tome 7 120 F
Les autres tomes sont aussi disponibles du 1 au 5 : 100 F chaque, le 6 : 120 F

Textes du colloque de 1976
Bakounine : combats et débats 75 F

Langlois D.
Le guide du citoyen face à la police 26 F

Un « incontrôlé de la Colonne de Fer
Protestation devant les libertaires du présent et du futur... 14 F

Makhaïski J.W.
Le socialisme des intellectuels 18 F

UNE OCCASION !

Nous avons des exemplaires en nombre limité de *Ni dieu ni maître* de D. Guérin (éd. de Delphes) 73 F.

Pour les achats par correspondance, ne pas oublier les frais de port, nous vous en remercions.

Le suicide d'un réfractaire : L'autorité criminelle !

Au bout d'une longue souffrance, d'une lente torture, dans une profonde solitude, pour en finir avec l'infamie de la prison pénitentiaire, comme un dernier refus, Taleb Hadjadj, condamné à perpétuité après le hold-up avec prise d'otages de l'avenue de Breteuil, âgé de 25 ans, incarcéré depuis 1975, s'est suicidé par pendaison dans sa cellule de la centrale de Clairvaux, le 26 février 1980 : « Je me suis conduit en fumier, et en ayant pris conscience, je suis condamné à ne pas le répéter ». Depuis son emprisonnement, il avait fréquenté de nombreuses prisons, et fait plusieurs voyages dans des quartiers de haute sécurité. Il s'agissait d'un homme révolté, d'un rebelle en quête d'amour, qui fut de tous les combats contre l'administration pénitentiaire. Un gémissement qu'il faut empêcher de crier, que l'on isole, que l'on tue lentement. Un crime légalisé par les lois !

Dans une lettre écrite il y a quelques semaines, Taleb Hadjadj parle, une dernière fois : « Chacun censure, réduit, castré, minimise, rapetisse l'autre. La « liberté de parole », est un lieu où s'empoignent des perroquets débitant leur « état de santé » du jour. Le supposé courage de certains actes n'est que lâcheté, je sais de quoi je parle... lâcheté inconnue et donc imperceptible. Le vrai courage humain est de chercher inlassablement notre union à tous, dans le sens de la justice, de l'entraide, de l'enrichissement intellectuel de chacun, de la pensée libertaire. Au lieu de cela : une planète où sont infernalement majoritaires les fœtus chiffonnés, plissés, recroquevillés, égocentriques, narcissiques ».

Aujourd'hui, réfractaire permanent, il est sans vie, en cadavre, mort, victime d'une société sclérotisée qui ne cesse de nier au plus profond les individus, torturé par un grand monstre froid que l'on déclare de justice, assassiné par les dévoties rendues dignités de l'ordre républicain aux mains couvertes de sang, qui se réclament des droits de l'Homme pour mieux perpétrer leurs innombrables crimes contre l'humanité.

Taleb termine ainsi sa lettre : « Tous les jours je crève. J'ai mal, terriblement. A croire qu'un cancer me dévore. Je vous quitte, empli de haine et d'amour. De l'amour que j'ai raté, de l'amour que je n'ai pas eu, de l'amour que je voulais donner. Bonne chance ».

Demain, nous balaiârons toutes les prisons.

Arthur PELUCRE

Privas

Procès d'un antimilitariste

Le 29 février dernier, Bernard Magrouloux passait devant le tribunal de Grande Instance de Privas pour avoir distribué sur le marché de cette même ville, le 11 novembre, des tracts antimilitaristes. Il était inculpé pour diffusion du statut d'objeteur, incitation et provocation à l'insoumission et au renvoi de livres.

A 8 h 30, 30 personnes étaient présentes pour écouter un procès bon enfant. L'inculpé se défendit seul, de façon très brillante en accumulant les arguments légalistes, pour démontrer « qu'informer sur la situation des réfractaires à l'armée n'est pas inciter à faire comme eux » ? Le juge ainsi que le procureur écoutèrent patiemment et tentèrent de faire un peu la morale à l'inculpé ainsi qu'à un insoumis total, venu témoigner à la barre. Le ton était plutôt à l'humanisme : convention européenne des Droits de l'Homme, société française « républicaine » de « liberté et de tolérance », dit l'accusé, qui a insisté par ailleurs sur les dangers de développement d'un Etat totalitaire. Verdict rendu le 28 mars. Le procureur a demandé une amende symbolique « pour ne pas faire de martyr ».

Petite mobilisation pour ce procès. Un bal folk de soutien une semaine auparavant, organisé par le MAN auquel appartient l'inculpé. La liaison d'Aubenas a apporté son soutien en envoyant des communiqués de presse aux différents quotidiens régionaux et a assisté au procès.

Liaison FA AUBENAS

Lettre d'une locataire

Du Vitry Chicago

Je suis consternée de constater l'injustice et la mauvaise foi dont ont été victimes les jeunes de la Cité des Montagnards à Vitry, après l'assassinat du jeune Abdel Kader Lareiche.

Rappelons les faits : Abdel ainsi que ses autres copains discutaient dans l'escaier de leur immeuble. Un locataire, dérangé par leurs propos et également par l'alcool qu'il avait ingurgité, descendit, muni d'une barre de fer, pour les faire taire. Il y eut dispute, bagarre, si bien que le gardien de l'immeuble arriva armé, tira et tua Abdel.

La presse quotidienne fit totalement abstraction de la barre de fer, de l'alcool, et alla, cependant, jusqu'à inventer que ces jeunes n'oublions pas qu'ils sont arabes) avaient mis le feu sur le palier du voisin, et dit également qu'après ce drame, ils saccagèrent la loge du gardien par vengeance, ce qui s'avéra complètement faux.

J'habite cette cité depuis seize mois, un immeuble en face « Cousy », et je suis étonnée du calme qui y règne, jamais de bruit la nuit, ni de « hordes sauvages » rencontrées lors de nos rentrées nocturnes.

Les jeunes qui ont été en cause le soir du drame ont demandé à tous les locataires de se réunir pour pouvoir s'expliquer et raconter comment les choses se sont réellement passées, car d'après les JOURNAUX, la TELEVISION et la RADIO, ce n'était qu'une bande de voyous.

Nous nous sommes retrouvés devant des gosses, les larmes aux yeux, accablés devant l'injustice dont ils étaient victimes. Effectivement ils chahutaient, faisaient du bruit, mais ce que vous avez oublié de mentionner, VOUS, MESSEIERS LES JOURNALISTES, c'est qu'un locataire est sorti de chez lui avec une BARRE DE FER POUR LES FAIRE TAIRE, (JOLIE FAÇON DE VOULOIR DEMANDER LE CALME). Les jeunes, eux, n'étaient pas armés, et pourquoi, après le drame, à l'arrivée de la police, s'est-on occupé du gardien et non du jeune Abdel Kader qui, d'après ses camarades, était encore vivant (LE SAMU ETANT ARRIVE UNE DEMI-HEURE APRES) ?

Je tiens à préciser que le feu n'a jamais été mis sur le palier, ni la loge saccagée, ceci est ABSOLUMENT FAUX, l'effectivement la porte a été forcée, mais d'une façon très adroite, je dirais même par un expert et par qui... peut-être quel'un qui avait tout intérêt à faire accuser les jeunes, pourquoi cherche-t-on à leur mettre tout sur le dos ?

MESSEIERS LES JOURNALISTES, où pouvez-vous vos informations ? Après la lecture de vos quotidiens, des locataires vous auraient déclaré, lors de leur démantèlement, qu'ils étaient heureux de quitter cet ENFER. QUEL ENFER ? Si c'est cela l'enfer, je suis contente d'y être.

Si tous les locataires sont insatisfaits et vivent dans la TERREUR, pourquoi, hier soir à 18 h, y avait-il tant de monde, venu se réunir à la demande des « SOI-DISANT LOUBARDS », ils avaient demandé la RADIO, la PRESSE ou la TELEVISION, mais personne n'est venu ? BIEN SUR, UN PETIT EMIGRE EN MOINS, DES JEUNES QUI VEULENT SE JUSTIFIER, QU'EST-CE APRES TOUT ?

LA MODE DU PRINTEMPS, LES MEDAILLES OLYMPIQUES, UNE PRINCESSE QUI SE MARIE, C'EST BEAUCOUP PLUS INTERESSANT.

M.C. VOUGON

La méthode
texte inédit de léo Ferré
dit par Richard Martin
au Palais des Glaces
37 rue du Fbg du Temple
Métro République
tél. 607-49-95
du 25 février au 15 mars
relâche dimanche
matinée le samedi à 17 h
Location CROUS et 3 FNAC

Procès du Canard Enchaîné

LES
COUSINS

Au temps où le faux-noble di-
manté qui préside à la destinée
de la République avait un « cher pa-
rent et ami » en Centrafrique, la féli-
cité régnait dans le camp des profiteurs,
autre terme désignant ceux qui font
profession de nous représenter. Mais
il arrive que tourne le vent de l'histoire,
comme on dit, et que des présidents
à vie partent précipitamment à la re-
cherche d'une nationalité perdue sur un
aéroport de l'Eure.

Giscard, comme Debré, a le sens de
la famille. Aussi, avant que le destin
cruel mette en lumière les dons particu-
liers de tueur d'enfants de Bokassa I,
sacré empereur avec la bénédiction du
gouvernement français et à nos frais,
François et Jacques Giscard d'Estaing,
cousins de l'autre, auront eu le temps
de profiter des largesses de Sa Majesté
Impériale. Comme leur illustre parent,
les deux lascars ont empêché des dia-
mants, glanés lors de voyages dans l'Em-
pire ami. Mais attention, n'allez pas croire
que les cousins aient été là-bas uni-
quement pour cela. Comme vous et moi,
François et Jacques doivent gagner leur
vie et c'est précisément leurs fonctions
qui les ont menés jusque chez Papa-Bok.
L'un, Jacques, est directeur financier du
Commissariat à l'Energie Atomique ;
l'autre, François, est P.-D.-G. de la Ban-
que française du Commerce extérieur.

Tous deux sont parvenus à ces postes
à l'issue de carrières fulgurantes, un peu
aidés, paraît-il, par le ministre des Fi-
nances de l'époque, un certain... Valé-
ry Giscard d'Estaing.

C'est encore une fois *Le Canard En-
chaîné* qui nous a révélé l'affaire, dans
son numéro du 10 octobre 1979. C'est
ce même *Canard* que les cousins ont
entraîné devant les tribunaux, s'estimant
diffamés et victimes d'un préjudice d'une
gravité sans pareille. Ce qui a brisé le
cœur des plaignants, c'est que l'article
du *Canard* donnait à penser, selon eux,
que les diamants reçus l'avaient été en
échange de services rendus. L'informa-
tion ayant été reprise par l'ensemble
de la presse, les cousins n'en dormaient
plus. Certains journaux étrangers en ont
même fait écho. Alors vous comprendrez
l'embarras de ces deux honnêtes hom-
mes que leurs fonctions conduisent à
voyager beaucoup. Atteints dans leur
dignité, ils ne pouvaient décemment pas
laisser planer le doute. Comme une em-
ployée de bureau qui aurait chipé des
enveloppes, ils craignaient sûrement
pour leur emploi. Il appartenait donc à
la justice de réparer l'outrage et avocats
des cousins et du *Canard* se sont donc
retrouvés mercredi 5 mars devant la pre-
mière Chambre du tribunal de Grande
Instance de Paris.

Au cours de ce procès, l'avocat du
Canard, Roland Dumas, a remis au tri-
bunal de nouveaux documents, signés
par Bokassa, prouvant la remise de pier-
res précieuses aux Giscard-Cousins. Ces
derniers ne nient d'ailleurs pas la chose.
Ce qu'ils ne supportent pas, c'est qu'on
puisse imaginer qu'ils aient accepté les
cailloux en remerciements de certaines
de leurs activités en Centrafrique. Leurs
avocats, dont l'un s'appelle Bocarra
(prononcez Beau Carat), ont tenu à ré-
tablir la vérité. En réalité donc, une amiti-
té comme il n'en est guère était née
entre l'ex-empereur et les Giscard, amiti-
té que l'ex-empereur tenait à sceller
davantage par la remise de cadeaux.
Car, en effet, il ne s'agissait que de ca-
deaux dont la valeur importe peu au
regard d'une amitié aussi profonde, tant
il est vrai qu'en matière de présents c'est
le geste qui compte. Quel est celui ou
celle, d'ailleurs, qui oserait taire la pos-
session du stylo-plume, de l'épingle à
cravate ou de la chaînette en or, recus
un jour d'anniversaire ?

Depuis bien sûr, Bokassa est devenu
infréquentable. On mesure alors mieux
ce qu'a pu être chez ces deux hommes
le déchirement intérieur que provoque
la fin brutale d'une liaison bâtie sur la
confiance et l'amitié. Pour François Gis-
card d'Estaing surtout, ça a dû être ter-
rible. Car Bokassa et lui, c'était Monta-
igne et La Boétie. L'empereur l'avait
fait « commandeur de l'ordre de l'Opé-
ration Bokassa », après lui avoir remis
une première décoration lors d'une partie
de chasse, en janvier 1976, et lui avoir
offert, en janvier 1978, la nationalité
centrafricaine. Pourquoi donc a-t-il fallu
que ce maudit hebdomadaire satirique
viennais, par des affirmations désober-
teuses, ajoute à la douleur d'hommes
qui ont appris un jour, à l'heure des in-
formations, que celui qu'ils croyaient
être leur ami, n'était pas cet homme
méritant leur entier dévouement, mais
le monstre que l'on sait ?

La vie est bien cruelle en vérité, et
l'on saura dans une quinzaine de jour
si le tribunal de Grande Instance de Pa-
ris va apporter un peu de consolation
à deux hommes bouleversés, en condam-
nant *Le Canard Enchaîné*. Dans
un premier temps, les cousins ont ré-
clamé 20000 F chacun à ce journal, pour
le « préjudice » causé. Après réflexion,
faisant preuve d'une infinie bonté, ils
ont déclaré se satisfaire du franc sym-
bolique de dommage-intérêt. Puisqu'il
faut absolument que la dignité de ces
messieurs ait une valeur marchande,
nous dirons que cette deuxième estima-
tion résulte après tout d'une meilleure
appréciation de ce que vaut l'honneur
des chers Cousins.

FLOREAL

Ça bouge dans
les Yvelines !

Le mouvement partit d'un CES
des Mureaux, face à l'inactivité
des syndicats enseignants. La raison ?
Le grignotage des vacances scolaires
deux jours et demi l'an prochain, deux
jours l'année suivante, tout cela, bien
évidemment, sans aucune contre-partie
et un découpage des dites vacances
frisant l'absurde (des vacances débutant
un mardi midi, d'autres se terminant
un mardi midi, d'autres encore séparées
par... trois jours et demi de travail en
novembre 80).

A ce problème de vacances auxquelles
sont attachés les enseignants (n'est-ce
pas là l'un de nos très rares avan-
tages ?) s'ajoutent les nombreuses sup-
pressions de postes, les stages (gratuits)
dans les entreprises pour les lycéens
d'enseignement professionnel (LEP),
la fermeture de l'École Normale
de Versailles, la création du CM3 (re-
création des « transitions », véritables
voies de garage, finie la « même » pour
tout de Haby), etc.

Une réunion se tint le mardi 26 fé-

vrier aux Mureaux avec des enseignants
représentant une trentaine d'établisse-
ments, allant des maternelles aux lycées.
Rapidement le débat se politisa et nous
en vîmes à réclamer la grève totale, la
GREVE GENERALE de l'enseignement
jusqu'à satisfaction des revendications.

Mais, lancée par l'OCI, ses militants
plus que majoritaires à la réunion, ré-
clamèrent leur sempiternelle « unité PC-
PS » ! Après une discussion animée, il
y eut vote sur ce mot d'ordre « unité
PC-PS », et bien sûr, les 24 OCI vo-
tèrent pour, nous ne fûmes que 3 à voter
contre (et pour des raisons bien diffé-
rentes) et 4 s'abstinèrent.

Actuellement, la lutte s'amplifie par
l'élargissement aux autres établissements
des Yvelines et une nouvelle assemblée
départementale a eu lieu le mardi 11
mars à 20 h 30 à la salle SRV des Mu-
reaux.

Qu'on se le dise et soyons nombreux !
Les libertaires doivent être présents face
à l'OCI !

J.P. BERRAUD

PLOGOFF, un exemple
à suivre

Plogoff... 17 heures, les mai-
ries annexes, mises en pla-
ce par la préfecture pour l'en-
quête d'utilité publique sur la
centrale nucléaire, s'ébranlent,
protégées par d'importantes for-
ces de police.

Jets de pierres, boulets, cock-
tails Molotov du côté des 600
manifestants, tirs de grenades
lacrymogènes et offensives du
côté des flics. Et cela ainsi de-
puis quatre semaines et pour
encore deux semaines.

Plogoff, à la pointe de la Bre-
tagne, vit au rythme de l'occu-
pation militaire : huit escadrons
de gendarmes mobiles (600 hom-
mes) avec hélicoptères et blindés
légers, stationnent près de
Plogoff, au séminaire de Pont-
Croix, réquisitionné pour l'occa-
sion. Comme si ce déploiement
de vermines policières ne suffi-
sait pas, 75 parachutistes de
Mont-de-Marsan (Landes) sont
venus prêter main forte à la fi-
licaille. Mais malgré cet impres-
sionnant déploiement de forces
policières, qui rappelle Malville
sous bien des aspects, les ha-
bitants de Plogoff tiennent bon
dans leur refus du nucléaire.

C'est à un véritable harcèle-
ment que sont livrées les forces
de répression. Outre les affron-
tements quotidiens lors du dé-
part des mariées annexes, la nuit
est propice à la guérilla sous tou-
tes ses formes. De véritables
barrages attendent les flics au
petit matin, qui sont obligés de
déblayer les barricades au bul-
dozer pour avancer vers le vil-
lage.

Pourtant la répression se fait
plus forte. Le drame a été évité
de justesse le 29 février après
une très violente charge des
parachutistes et des gendarmes
mobiles (500 sur place, soit 1
flic pour 2 habitants). Hélicop-
tère en rase motte, tirs tendus
de grenades offensives et nom-
breuses arrestations ce soir-là.

Un manifestant, Eugène Co-
quet, marin à Plogoff, a été con-

damné en flagrant délit à 45 jours
de prison ferme par le tribunal
de Quimper pour avoir été pris
avec un lance-pierres dans la
poche.

Plogoff est en état de siège,
jour et nuit. « *Même pendant la
guerre, on n'a jamais vu ça* »,
confie une habitante de 70 ans
à un journaliste. Les flics pa-
trouillent de nuit dans Plogoff
et commencent à avoir la déten-
te facile à la suite des embus-
cades dans lesquelles ils sont
tombés.

Même si certains n'étaient
pas encore farouchement oppo-
sés au nucléaire, une telle ré-
pression les a définitivement
fait basculer dans le camp des
anti-nucléaires... Pas tous quand
même, tel ce journaliste (?) de
L'Humanité qui parle dans son
torchon de groupes descendus
de Paris pour s'opposer aux for-
ces de l'ordre et traitant de pas-
sésistes et de rétrogrades les mi-
litants anti-nucléaires. Enfin, rien
de bien nouveau du côté des
staliniens... Au concours des
articles ordures, *L'Humanité*
décrochera une bonne place.

Toujours est-il qu'une fois de
plus le slogan : « Société nu-
cléaire-société policière », de-
vient cruelle réalité. Toujours
est-il que les habitants de Plo-
goff ne sont pas prêts de céder
face au fascisme électro-nuclé-
aire et montrent à tous les anti-
nucléaires la voie à suivre pour
s'opposer énergiquement et ef-
ficacement à cette agression de
l'Etat.

EDF n'est pas près de cons-
tituer ses centrales dans l'Ouest.
Elle peut toujours trimballer son
projet sur les rives de la Loire
(Le Pellerin, Montjean) ou sur
les côtes bretonnes, si les popu-
lations locales réagissent avec
la vigueur des Plogovites, ce
n'est pas encore demain que
l'on aura du courant d'origine
nucléaire.

Plogoff, un exemple à suivre...
LOUIS (gr. Elisée Reclus d'Angers)

Grève surprise
des instituteurs
parisiens

- 28 février ; 250 instituteurs en grève.
- 6 mars : 1074 instituteurs débrayent.
- Une manifestation appelée par l'AG
parisienne des grévistes, a regroupé plus
de 1000 personnes.

- 10 et 11 mars : le SNI appelle à la grève.
Personne n'y croyait, le SNI débordé
par sa base depuis maintenant une di-
zaine de jours, la direction parisienne
fut poussée par ce mouvement à con-
voquer un conseil syndical extraordinaire,
d'avancer de plusieurs semaines un mot
d'ordre de grève, d'organiser une cam-
paigne d'action. Victoire syndicale ? Voir,
car rien de telle qu'une grève de 48 heu-
res (tendance majoritaire) a tout
de même doublé ses journées d'action
inutiles) pour enterrer un mouvement.
Bien que les grévistes ne drainent pas
derrière eux une majorité d'instituteurs,
partout, dans chaque préau d'école,
syndiqués et non-syndiqués discutent,
examinent la situation, attendent le feu
vert du SNI, chacun sympathise avec la
lutte menée et ressent la nécessité d'agir
contre les mesures de cartes scolaires
imposées par le ministère.

Bref aperçu du mouvement : Dès
le 26 février, les instituteurs du 18^e
arrondissement se lancent dans une grève
reductible. Le 28 février, journée
d'action (dépot de pétitions de protes-
tation auprès du directeur des enseigne-
ments primaire et pré-élémentaire) or-
ganisée par le SNI, qui voit les insti-
tuteurs débrayer et organiser une assem-
blée générale parisienne de grévistes.
Cette grève reductible ne demandait

qu'à être lancée et a vu ses membres
augmenter au fil du temps. Il est tou-
jours difficile et aléatoire de conduire
les travailleurs d'une entreprise dans un
mouvement de grève quasi-spontané
et minoritaire quant au nombre, mais à
l'Education nationale, cette modalité de
lutte était réservée dans les congrès
syndicaux aux minorités (Ecole Emmanu-
el et Front Unique Ouvrier). Près de 6000
instituteurs et P.E.G.C. sont éparpillés
dans les écoles d'une dizaine de clas-
ses sur tout Paris. Et dans les mentalités,
seul le lien syndical semblait rattacher
les instituteurs les uns aux autres. Ce
porte-à-porte continu représente l'ob-
stacle principal à une lutte extra-syndicale
freinée autant par l'administration que
par la direction du SNI. Il est toujours
dangereux d'annoncer des pronostics
quant à l'évolution de cette grève, mais
d'ores et déjà, nous pouvons dire qu'el-
le représente une victoire organisation-
nelle. Elle a permis aux instituteurs de
s'organiser, de diriger eux-mêmes leur
lutte et amener les non-grévistes à s'y
intégrer (ne serait-ce qu'en participant
aux assemblées générales).

Le mot d'ordre de grève de 48 heures
risque fort d'enterrer définitivement ce
combat, et ce pour deux raisons prin-
cipales. Beaucoup d'instituteurs ont dé-
brayé depuis près de 15 jours et ne se
voient pas (à part quelques deux dix-
quies de l'OCI) poursuivre seuls le mou-
vement. La lutte contre l'administration
ne peut s'engager qu'au niveau primaire
parisien, mais englober l'ensemble des
personnels touchés par les mesures de

Grève surprise

redéploiement définies par Beullac. C'est
donc vers une grève générale de l'Edu-
cation nationale que doivent s'engager
les travailleurs. Le développement de
ce mouvement - prémisses à sa victoire -
ne passe plus par une agitation constan-
te, mais par une auto-organisation
qui fera appel à tous les travailleurs de
l'Education nationale. Déjà des institu-
teurs de Pantin, des Lilas, les profes-
seurs du lycée Paul-Valéry, ont engagé
le combat sur le même terrain. Dans
le secondaire, les profs sont, eux aussi,
touchés par les suppressions d'heures
de cours (donc de postes), les plans
voient leur statut modifié, ce qui entraî-
ne une mise à pied des étudiants en-
gagés par le ministère... Les mesures
de redéploiement seraient trop longues
à énumérer dans cet article, mais elles
nous montrent une fois de plus que toute
grève sectorielle et corporative ne peut
aller qu'à l'échec, si elle ne tente pas
de rompre les barrières dressées par l'ad-
ministration entre les travailleurs tou-
chés d'une façon identique par la crise
économique.

Les prolongements du mouvement :
Dire que le jeudi 13 mars verra la majori-
té des instituteurs parisiens en grève
reductible ou les travailleurs de l'Edu-
cation nationale en grève générale,
est impossible. Les disciplines de ten-
dances au sein de la FEN sont trop im-
portantes pour qu'un mouvement extra-
syndical puisse les rompre définitivement
en ce premier coup de buttoir. Cette
grève sauvage nous amène à tirer un
bilan exhaustif de la situation.

Près d'un millier d'instituteurs ont
montré leur capacité à s'auto-organiser
dans un milieu marqué par une tradition
syndicale très importante. Cette volonté
organisationnelle nous montre une fois
de plus que les travailleurs, dans une
situation donnée, reprennent d'eux-mêmes
les schémas fédéralistes anarchistes.
Seuls la situation et l'environnement
social permettent de tracer ces structures
libertaires. C'est parce qu'une situation
politique et économique n'offre plus
les possibilités d'agir dans le seul cadre
réformiste que les travailleurs s'engagent
dans la voie révolutionnaire. Et ce ne
sont pas les militants des minorités syn-
dicales qui ont tissé le support de cette
toile révolutionnaire, mais l'administration
et l'incapacité des directions syndicales
elles-mêmes. Car ce ne sont pas les seuls
grévistes qui ont mis à bas, pour quel-
ques temps, les journées d'action ré-
formistes, base principale de l'activité
de la FEN, mais l'ensemble des insti-
tuteurs parisiens indécis et ne croyant
plus aux réponses habituelles apportées
par le SNI à la politique de Beullac. Ce
sont les questions que se posent les in-
stituteurs pendant les récréations, dans
les AG de grève et de sous-section sur
la création de nouveaux moyens de com-
bat, qui ont donné l'ampleur de ce mou-
vement. Et c'est cet ensemble de don-
nées qui a fait que le SNI appelle à la
grève, que partout dans la fonction pu-
blique, les actions prônées par les di-
rections réformistes sont ébranlées et
ne semblent pas toucher les travailleurs.

Il est vrai que ce ne sont pas les mi-
litants révolutionnaires qui font qu'une
lutte se développe dans une orienta-
tion ou une autre. Mais il est également
vrai que leur rôle dans une lutte est in-
déniable. Leur présence constante autant
sur le terrain syndical que sur leur lieu
de travail, permet de donner des orien-
tations au mouvement. Dans des pério-
des calmes, de prospérité, de nonren-
nement économique, où personne ne
se sent atteint dans ses privilèges, leurs
propos ne semblent pas déborder le ca-
dre des joutes oratoires de tendance.
Mais le rôle qu'ils ont joué en période
d'indécision, peut faire basculer dans
un sens radical une lutte corporatiste.
N'oublions pas dans le cas présent que
la grève est partie du 18^e arrondisse-
ment et que, justement, ce quartier a
une position particulière dans le SNI
(le FUO-OCI détient une partie du se-
crétariat de la sous-section du SNI).

En conclusion, cette grève reductible
nous montre que la capacité de lut-
te des travailleurs n'est pas à l'image du
réformisme syndical ; qu'une situation
donnée peut engager une couche de la
classe ouvrière dans la voie révolution-
naire, mais... il y a toujours un mais
quelque part : pour qu'une grève devien-
ne un succès, il ne s'agit pas seulement
de lui donner des allures sympathiques,
mais qu'elle aboutisse, que les revendi-
cations (laouane fermeture de classes,
25 élèves par classe) soient reconnues
par le ministère. La clé du succès de ce
mouvement est là. Dans une situation
de récession économique, il est prati-
quement impossible que l'administration
accepte la totalité des revendications.
Si le conseil départemental (dont la date
de réunion n'est pas encore fixée) recule
et refuse donc certaines fermetures,
nous pourrions dire que la grève fut un
succès, sinon... les déshillusions et le
manque de combativité laisseront place
nette au réformisme syndical et aux pres-
sions ministérielles.

Thyde ROSELL (gr. Louise-Michel)

P lus qu'
quest
verront-elles
l'apocalypse

De nomb
à le pens
s'accélére
bent, les fan
taille écon
partout dans
dre les sinist

On tue...
le troisième
temporaire s
chantage au
aux pratique
Rouge, en c
dre » et c
l'aide de tar

aire se précip
d'après le
Israël, le Paki
disposent
fait même, le
une courbe
La conquête
premières et
stratégiques,
Le monde s
danger d'exp
venant d'hor
lent. L'horri
confusément
L'Histoire
la sordide et
conflits qui
se résigner à
Libertaires
tre ! Nous
l'Homme, s'
donne les m
destinée à B
de voix pou
lisme et pou

Metro
Ob

PAIX OU GUERRE ?

Plus que jamais, angoissante, une question se pose : les années 80 verront-elles l'humanité se détruire dans l'apocalypse nucléaire ?

De nombreux signes nous inciteraient à le penser. La course aux armements s'accélère, les nationalismes s'exacerbent, les fanatismes se réveillent, la bataille économique se précise, et un peu partout dans le monde, se font entendre les sinistres bruits de bottes.

On tue... On meurt... ! Au cambodge, le troisième génocide de l'histoire contemporaine s'accomplit. En Iran, l'odieuse chantage aux otages rabaisse un pays aux pratiques du gangstérisme. L'armée Rouge, en Afghanistan, « rétablit l'ordre » et « consolide le socialisme » à l'aide de tanks. La prolifération nuclé-

acceptation... à toutes fins intéressées !

Paix ou guerre ? Giscard et le pape ne nous ont-ils pas, en guise de vœux, placés devant la terrible alternative ? Il est vrai que, prestigieux géniaux, ils n'ont pas manqué, par la même occasion, de nous proposer leurs tours de passe-passe magiques. Si la paix peut être sauvée, ce ne sera que par eux ! Pour cela, il suffit que nous leur fassions aveugle confiance et totale soumission. Ne sont-ils pas les seuls à posséder la formule incantatoire ?

Comme si l'Histoire ne nous enseignait pas que tous ces « sauveurs suprêmes », au langage de bateleurs des places publiques, n'ont jamais été et ne seront jamais que des attrape-nigauds, doublés de fossoyeurs sans scrupules ni remords !

un nouveau partage du monde, chacun des deux espérant obtenir la meilleure part du gâteau; entendez : le rapport de force le plus favorable.

En fait, pour le moment, ceux qui « gouvernent », qu'ils soient d'ouest, d'est ou d'ailleurs - acquérant en cela de substantielles prébendes et de somptueux privilèges - n'ont qu'une idée en tête : jouer sur notre peur profonde pour annihiler tout sens critique et toute volonté de révolte. Ce qu'ils veulent, à tout prix, c'est le maintien d'une société moutonnière, amorphe, taillable et corvéable à merci, et prête, si nécessité s'en fait sentir, à mettre le petit doigt sur la couture du pantalon. Il faut donc penser qu'il existe une grande part de bluff et de calcul dans tout le battage entretenu sur l'éventualité d'un conflit planétaire.

D'ailleurs, reconnaissons à Giscard une certaine psychologie des foules. En maniant l'équivoque et en jouant le « tout est possible », il entend surtout nous faire oublier l'échec patent de sa politique économique et sociale... (sans négliger l'échéance présidentielle de 81); si cela s'avérait impossible par ce simple moyen, il lui resterait (et le geste est déjà commencé - voir ses invitations à Mitterrand et à Marchais, ses appels à la « lutte contre les factions » et à la « formation de l'équipe de France » -) il lui resterait à faire avaliser sa politique par un large rassemblement « d'Union Sacrée », en proclamant la patrie en danger ! Politique qui mène à la misère de nombreux travailleurs... mais « qui est la seule possible » comme se plaît à le répéter dans un sourire béat de gras-souillet, l'alter ego : le professeur Barre ! Il est vrai que, pour sa part, il n'a pas lieu de se plaindre !

Oui, paix ou guerre ? Rien n'est joué et tout est possible. Et la marge est étroite !

Dès lors, plus que jamais, disons-le, répétons-le, crions-le, seuls une prise de conscience et un sursaut des hommes, des hommes libres de tout intérêt sordide et de tout fanatisme aveugle, pour- ront orienter le cours des événements. Une prise de conscience appuyant une volonté lucide et déterminée d'éliminer à jamais les puissants de ce monde, toujours plus assouffis d'or et de sang.

N'hésitons pas à l'admettre : aujourd'hui se pose à l'humanité le seul et vrai problème : la remise en question - et en accusation - d'une société qui crève de son irrationnel et de son égouisme; la remise en question - et en accusation - d'une civilisation trop souillée d'abus, d'erreurs, d'injustices, de misères et de crimes pour répondre à la nature et à la noble aspiration de l'être humain : son plein épanouissement dans la liberté, la justice, l'égalité, la fraternité et le bonheur.

A nous, libéraux, d'être à la pointe du combat - le seul juste - pour faire s'écrouler ce vieux monde, pourri jusqu'à la moëlle des os, ce combat qui, une fois gagné, nous permettra - et alors vraiment - de préparer des « lendemains qui chantent ».

A. PROUTEAU
Groupe libertaire vendéen



aire se précipite. Aujourd'hui, les grands, demain le Mexique, l'Inde, l'Égypte, Israël, le Pakistan, l'Afrique du sud, etc., disposeront de l'arme atomique. Par ce fait même, le risque de guerre abordera une courbe dangereusement ascendante. La conquête du pétrole, des matières premières et énergétiques, des places stratégiques, devient frénétique et vitale. Le monde s'agite sur un volcan, et le danger d'explosion est grand ! Des voix venant d'horizons divers nous le rappellent. L'homme de la rue, plus ou moins confusément, le ressent.

L'Histoire aujourd'hui se répète dans la sourde et insidieuse approche des conflits qui se préparent. Faut-il donc se résigner à l'inévitable ?

Libertaires, nous ne pouvons l'admettre ! Nous ne cesserons de dire que l'Homme, s'il le veut vraiment et s'en donne les moyens, reste maître de sa destinée ! Bien sûr, il ne manquera pas de voix pour évoquer un certain fatalisme et pour appeler à une raisonnable

Il est vrai qu'un risque réel de guerre existe, et que se réalisent partout, à l'heure actuelle, les conditions préparatoires, maternelles et psychologiques. Une erreur de calcul ou de code, une réaction aberrante - sans exclure le geste d'un fou - pourraient ouvrir toute grande la porte à l'aventure !

Mais regardons bien les choses. Une appréciation objective de la situation nous permet de constater qu'agitateurs et spéculateurs de tous poils ont intérêt à l'entretien d'une psychose de guerre. N'en tirent-ils pas de confortables bénéfices ? L'industrie d'armement n'a jamais été aussi prospère, et voyez le tripatouillage sur l'or !

En réalité, ce sont les deux grands, USA et Union Soviétique, qui mènent le jeu et, pour l'instant, je ne crois pas, pour ma part, qu'ils soient prêts à en découdre, paralysés qu'ils sont par « l'équilibre de la terreur » qu'ils ont établi, et bien trop occupés à « s'adapter » à

Situation sociale en Espagne

Pendant ces trois premiers mois de l'année, alors que règne en France une « paix sociale » des plus précaires, l'Espagne connaît, elle, une apparente guerre sociale. En effet, et si l'on en croit les journaux, les grèves, appuyées par les Commissions Ouvrières (la CGT espagnole) semblent toucher de nombreuses branches de l'économie.

C'est qu'en ce début d'année 1980, le renouvellement des conventions collectives suppose d'après discussions entre patronat et syndicats sur le fameux pourcentage d'augmentation des salaires. Celui-ci était, théoriquement, indexé sur l'augmentation du coût de la vie. Or, le gouvernement espagnol a donné son taux d'inflation pour 1979 : 16%. Pourcentage qui, de l'aveu du gouvernement lui-même, n'inclut pas les variations du prix de l'essence pendant 1979 ! On comprend donc que ces 16% soient une duperie (comme d'ailleurs tous les « calculs officiels » sur lesquels nos salaires sont indexés). Ceci étant, il paraissait évident que le patronat espagnol, fort du calcul gouvernemental (16%) allait indexer la hausse des salaires sur ce taux. C'était trop espérer !

Prétendant la crise dont souffre l'économie espagnole, le « CNPF » ibère a cherché ses alliés dans le camp des travailleurs pour rogner un peu plus sur leur pouvoir d'achat. Il a trouvé... les syndicats réformistes. Ils ont été le rouage parfait qui a freiné les exigences du prolétariat espagnol. Les sociaux et leur syndicat l'UGT sont venus au devant des exigences patronales, en signant un ACCORD-CADRE (patronat/UGT) dans toutes les branches de l'économie, quelle que soit l'implantation de l'UGT.

Que stipule l'ACCORD en question ?

Comme son nom l'indique, c'est un cadre dans lequel devront entrer toutes les revendications ouvrières : par exemple, il fixe les augmentations de salaire entre deux seuils : de 13 à 16%. Ce qui, dans le meilleur des cas, rogne tout de même sur le pouvoir d'achat de la classe ouvrière, étant donné, nous l'avons vu, l'arbitraire calcul des 16%. Quelle aubaine pour les patrons d'avoir de tels syndicats avec eux ! Ils n'ont eu qu'à sonner pour que les laquais réformistes volent au secours d'un système économique en faillite.

Dans cette situation, les communistes des Commissions Ouvrières ont été doublés de vitesse par l'UGT, puis exclus des négociations sur le contenu du pacte social version 1980. Il va sans dire que les grèves de 24 heures ont été nombreuses pour forcer le patronat à signer un pacte non pas avec l'UGT (c'était déjà fait), mais avec les Commissions Ouvrières. C'était

évidemment une question de principe, puisque le syndicat le plus fort en Espagne étant les Commissions Ouvrières, ne pas compter sur elles dans la signature d'un pacte social, signifiait nier leur hégémonie au sein des travailleurs, et ce aux yeux de l'opinion publique. Le camouflet que le patronat a infligé aux communistes, les a conduits à imposer par la force des grèves leur accord salarial. Mais au fait, quel était le contenu de ce contrat « CGT espagnole/patronat » ? Mêmes augmentations (de 13 à 16%), mêmes détails que « l'ACCORD CADRE » passé entre l'UGT et le patronat !

On assiste donc en Espagne, en ces mois de février et mars, à une course à la collaboration de classe. Qui imposera son accord ? Cela a peu d'importance, en fait, pour l'immense majorité des travailleurs, car dans un cas comme dans l'autre, ils se trouvent bernés par le réformisme syndical.

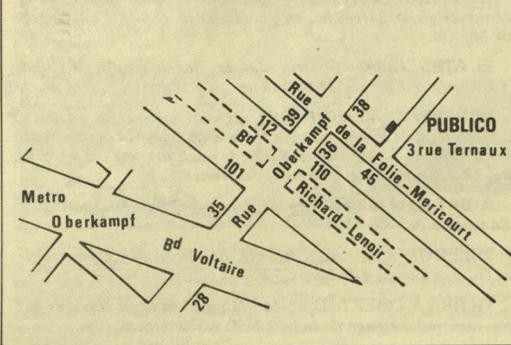
Le bilan de ces grèves de 24 heures pipées à l'avance est très maigre : moins de 10% de grévistes dans les secteurs concernés. La partie a donc, semble-t-il, été gagnée par l'UGT. Les Commissions Ouvrières n'ont pu mobiliser la masse travaillieuse pour la faire se battre sur la base du pacte social-bis. Les travailleurs, fatigués des grèves politiciennes et inutiles, ont senti la « magouille » dans laquelle les Commissions Ouvrières voulaient les entraîner...

La Confédération Nationale du Travail (C.N.T.), seul syndicat anarcho-sindicaliste existant encore sur la planète (1), et ayant une présence réelle dans certains secteurs de l'économie, a mis toutes ses forces dans la bataille pour développer les conflits sociaux dans le but de casser le cadre des augmentations et réglementations prévues par le pacte social 1980. Bien sûr, de nombreux communiqués, dans la presse des régions où la C.N.T. est bien implantée (Catalogne et Pays valencien), ont dénoncé les grèves de 24 heures comme une manœuvre des Commissions Ouvrières pour évincer l'UGT, et non pour améliorer les conditions de vie des travailleurs.

Dans certains secteurs, les patrons, sous la pression des grèves générales et dures, ont dû céder à plus de 16% et ont donc cassé le « cadre » ! Ces secteurs sont l'enseignement, l'administration, les transports, la métallurgie navale (Sagonte), etc. Dans certains cas, les conflits durent toujours : RENFE (SNCF espagnole), Michelin (Victoria), etc. La C.N.T. a impulsé et développé toutes ces grèves et dans la mesure de leur implantation, les anarcho-sindicalistes vont tenter de débordner les syndicats réformistes pour faire place à de véritables améliorations dans le quotidien des travailleurs.

José (gr. Sevrans-Bondy)

**POUR NOUS TROUVER
PLUS FACILEMENT**



PUBLICO

**du mardi
au samedi**

de 10 h 30

à 19 h

informations



hollande

L'INTRONISATION D'UNE NOUVELLE REINE — Quel merveilleux prétexte pour resserrer l'union nationale, pour faire taire l'opposition, pour écarter toute crise gouvernementale qui serait « indécise » dans de telles circonstances. Jusqu'à la fin avril : c'est la trêve, c'est-à-dire le feu vert pour un gouvernement qui a les pleins pouvoirs pour régir les salaires et décréter qu'ils resteront en stagnation ! Le premier ministre a déjà fait savoir que toute grève des syndicats officiels serait un acte anti-gouvernemental, donc politique, ce qui permet d'opposer les forces de l'ordre aux « partenaires sociaux » ! La liberté d'action du gouvernement est rendue possible par l'affaiblissement des syndicats, résultat de multiples capitulations. Seule l'action spontanée et sauvage - si elle a lieu - pourrait modifier le scénario conçu par le pouvoir.

Mais pour combattre toute velléité d'action extra-parlementaire, on a trouvé - grâce aux récents événements internationaux - un bouc-émissaire : c'est le parti communiste. Ce parti qui fut un valet servile du stalinisme, a été par la suite écartelé entre sa doctrine rigide et l'opportunisme indispensable pour gagner des voix dans l'électorat. Une partie des intellectuels communistes a été séduite par les thèses de Gramsci et de Althusser sur « la crise du marxisme », et le parti lui-même a joué un rôle dans les actions de masse contre les bombes nucléaires - sans toutefois en tirer grand profit, car ces actions ont surtout mis en vedette les comités autonomes, les groupes d'opposition du type pacifiste ou tolstoïen. Mais combattre le « fantôme » du parti communiste - dans la tactique social-démocrate et gouvernementale - c'est combattre par ce détour une réalité : toutes les organisations au niveau international de tant de comités locaux : tels les Kraakers, les antimilitaristes, les écologistes, les étudiants. En un mot, il s'agit de « combattre l'anarchie au Pays-Bas ». Certes, le gouvernement a bien besoin d'une trêve et le système parlementaire montre son impuissance. Une majorité parlementaire de ou de deux voix, c'est peu, surtout si on songe que chrétiens-démocrates et libéraux sont divisés et que les chrétiens-démocrates le sont aussi. Le 20 février, on annonçait la démission du ministre de Finances qui proposait une économie de près de 10 milliards de francs en six mois, dérangeant ainsi toute la vie sociale ! Que faire ? Ouvrir, par la démission du cabinet tout entier, une crise ministérielle qui eût été un défi à la « trêve » ? Le gouvernement a décidé de demeurer sans son ministre des Finances et a annoncé une série de propositions qui seront débattues au parlement le 4 mars. En voici l'essentiel : une économie de 3 milliards sur les dépenses de l'Etat : travaux, salaires des fonctionnaires, assistance sociale (on ne touche pas aux armements) ; interdiction de toute hausse des salaires dans les accords collectifs ; taxes sur l'essence augmentées ; pas d'action gouvernementale sur les prix. En une semaine, pour illustrer ces mesures, on annonce 1500 licenciements chez Philips ; 1800 dans les PTT, 1700 dans l'entreprise AKZO et les chantiers navals.

Riposte syndicale ? L'organe du syndicat FNV annonce une série de meetings ! Cependant, le 22 février, à Eindhoven, une trentaine d'ouvriers du syndicat ont occupé la grande « tour lumineuse » qui fait partie du bâtiment central des entreprises Philips, pour protester contre les réorganisations et les licenciements. Occupation qui respectait les circuits électriques et qui évitait tout sabotage. Cette occupation a pris fin l'après-midi du 23. Dans le Limbourg, à Meer, grève d'une journée chez Philips. Pour le 4 mars, on prévoit une journée d'action (?) avec des grèves de 24 heures

dans divers secteurs. Ces mouvements - dans l'ordre et la discipline - n'auront aucune influence sur la position des parlementaires. Ils ne feront que mettre en évidence l'impuissance des syndicats. Les initiatives ne peuvent venir que d'ailleurs ! Si les syndicats apparaissent comme des « facteurs d'ordre », les occupants d'immeubles vides ou voués à la démolition pour favoriser les spéculations immobilières, constituent des « facteurs de désordre ». Une forteresse de ces Kraakers est la « Grote Keyser » - symbole de cette spéculation - qui fut propriété de l'entreprise OEGM. Nos camarades libertaires ont diffusé, auprès des travailleurs de l'OEGM, un tract les appelant à la solidarité à l'égard des Kraakers : cette initiative a fort irrité les patrons ! Le 1^{er} mars, la télévision française signalait de violents affrontements entre occupants d'immeubles et forces policières bien armées chargées de l'expulsion des Kraakers. Nous espérons pouvoir donner des renseignements détaillés dans le prochain M.L.

DANS LE CLERGE CATHOLIQUE — Le synode des évêques néerlandais, tenu au Vatican, a été marqué par l'énergie reprise en main par le pape des contestataires épiscopaux. L'obésité totale à l'Église a été ratifiée par les évêques qui se sont inclinés avec ensemble. Il est donc défendu de garder des syndicats de prêtres, de s'associer aux organisations syndicales ou privées, de créer des organismes de base sous prétexte de « travail pastoral ». Condamnation du mariage des prêtres, et de toute complaisance à l'égard des homosexuels. Interdiction de l'avortement et de « l'aide pastorale » aux femmes qui, après avortement, voudraient rester catholiques. Condamnation de toute démocratie dans l'organisation ecclésiastique, donnant priorité à des communautés épiscopales. Le pape entend rester le sommet d'une hiérarchie autoritaire et les évêques, trahissant la majorité de catholiques qu'ils devaient représenter, ont dit : amen ! Quelle sera la réaction des « fidèles » devant cette lamentable soumission ?

autriche

PARTI LIBERAL — Le M.L. a déjà entretenu ses lecteurs de la pénible situation du parti libéral FPÖ. Entre le parti social-démocrate SPÖ (au pouvoir) et le parti populiste ÖVP, les libéraux offraient un refuge aux électeurs. Entre les « rouges » et les « noirs », les libéraux représentaient un facteur d'équilibre. Il était voué fatalement à des crises, qui, chaque fois, ont entraîné une baisse de ses électeurs (336000 voix en 59 et 246000 en 79). La présente crise risque de porter à ce petit parti un coup fatal : la gauche libérale a obligé le Dr Götz à quitter la présidence du parti et fait campagne pour le Dr Steger. Contre Steger se présente - soutenu par Götz - un candidat anti-marxiste, le Dr Ofner. C'est le 2 mars que se tient le congrès du parti libéral. L'élection de Steger entraînerait certainement des départs dans l'aile droite et le parti libéral - devenant une espèce de parti de gauche - cesserait d'attirer sa clientèle habituelle. En Autriche comme en Allemagne fédérale, il est bien difficile pour un parti libéral de rester éternellement « le cul entre deux chaises » !

r.d.a.

LES REPUBLIQUES POPULAIRES — Que les républiques populaires du Pacte

de Varsovie - sauf la Roumanie - soient inconditionnellement aux ordres de l'URSS, nul n'en doute - sauf les imbéciles ! Mais dans cette entreprise de l'impérialisme russe, on pratique la division du travail et, là où l'URSS ne veut ou ne peut pas paraître directement, elle charge de la besogne les républiques satellites. C'est ce qui se passe à une grande échelle en Afrique, où ces républiques assurent les livraisons d'armes, l'envoi de conseillers militaires et l'instruction en Europe de l'est des jeunes officiers africains. C'est la RDA qui est l'agent le plus actif de l'impérialisme russe en Afrique noire : envoi de 3000 à 4000 conseillers civils ou militaires dans la république populaire du Congo, en Guinée (ex-portugaise) et aux îles du Cap Vert. Mais l'aide de la RDA, à la suite de voyages et de traités conclus par Honecker, est surtout concentrée sur l'Angola, le Mozambique et l'Éthiopie. Le traité avec le Mozambique stipule une aide militaire, et en Éthiopie, ce sont des conseillers de l'Allemagne de l'est qui organisent les services de sécurité (de police) ! Il semble que l'Allemagne de l'est ait le monopole de la formation des services de police politique dans plusieurs États africains. En Thuringe a été fondée une école de langues africaines à l'usage des officiers et sous-officiers de l'Armée nationale populaire.

Soignons justes ! La RDA n'est pas seule : on trouve des Tchecoslovaques en Guinée, des ingénieurs bulgares en Tanzanie et des techniciens bulgares en Zambie. Certes, l'invasion de l'Afghanistan est plus spectaculaire, mais l'infiltration en Afrique - par personnes interposées - mérite d'être signalée.

allemagne

AVANT LES ELECTIONS — Le gouvernement propose la date du 5 octobre pour les élections au Bundestag qui verront l'affrontement Schmidt-Strauss. Sept mois qui seront mis à profit par la faune politicienne pour séduire, abrutir, acheter les électeurs. Strauss - champion du CDU-CSU et de la droite bavaroise - se heurte à une campagne véhémente de toute la gauche et extrême-gauche. De plus, à l'intérieur du CDU, il y a eu - il y a encore - des réticences. C'est ainsi que le maire CDU de Stuttgart, Manfred Rommel, prend ses distances à l'égard de Strauss. Et voici qu'on annonce la sortie pour le 18 avril d'un film résolument anti-Strauss : « Le candidat ». Ce film est produit par une société cinématographique de Munich qui, depuis deux ans, a à sa tête l'éditeur de la revue *Der Spiegel*, le tout-puissant Rudolf Augstein. Augstein nourrit une haine tenace à l'égard de Strauss et tout laisse prévoir que, lorsque le film sortira, il y aura du sport dans les salles obscures ! Cependant, le parti libéral FDP, menacé par les listes vertes, a bien des soucis. En Bade-Nurtemberg, le comité directeur des Jeunes-Démocrates (Jusos) a décidé pour les élections au Landtag de ne pas soutenir dans le district de Main-Taumes, le candidat de son propre parti, mais de faire voter pour le candidat vert. Le FDP a des trahisons dans ses rangs : les rats se sauvent quand ils sentent le navire en perdition !

LES PROCES — Le 22 février a été rendu le jugement du procès d'Astrid Proll : elle était accusée d'avoir participé à une attaque contre une banque et usé d'une fausse carte d'identité. Elle a été condamnée à 5 ans et demi de prison et 4500 DM d'amende. Elle a déjà fait, en prison préventive, les deux tiers de la peine. Elle est donc libre... après combien de péripéties !

A Berlin, en même temps que le procès contre cinq « complices » du mouvement du 2 juin (voir M.L. du 28 fé-

vrier), a commencé le procès contre quatre jeunes gens accusés du célèbre kidnapping du chef du CDU berlinois Lorenz. Un procès entouré de mesures de sécurité importantes : fouille de tous les spectateurs, réduits d'ailleurs à 56 personnes, accusés enfermés séparément dans des cages de verre, policiers prenant copie des cartes d'identité des présents, etc. Il y a eu des incidents : les accusés ont, paraît-il, insulté le juge, la police a voulu faire évacuer la salle et, comme le public s'y refusait, elle a expulsé les gens par la force.

TOUJOURS LES LOGEMENTS — A Munich, une centaine d'étudiants et apprentis ont occupé un bâtiment vide, propriété municipale. Ils ont offert de payer un loyer. Mais la police a profité du week-end du 23 février pour vider le bâtiment. Les occupants sont menacés de poursuites pour « violation de domicile » (!) et deux d'entre eux ont été arrêtés.

A Münster, le 26 janvier, une trentaine de personnes avaient occupé deux maisons vides. Le 15 février, en fin de nuit, 200 policiers réveillèrent les occupants et les expulsèrent aussitôt. Le mobilier fut entassé sur des camions et à 7 h 20, on commença à démolir la toiture. A 14 h, les maisons étaient « à bas ». Du travail vite fait, dans une ville où, de l'aveu des autorités, on souffre d'une pénurie de logements. Dans cette même ville de Münster vient de se tenir le congrès des associations générales d'étudiants (la VDS compte 80000 membres), qui réunissait 600 délégués. Une manifestation des délégués a parcouru les rues de la ville, protestant contre la pénurie des logements et le prix abusif des loyers.

UN HOMME SATISFAIT — C'est le ministre fédéral des Finances Matthöfer. Il rentre d'un voyage en Turquie et est

tout heureux que le gouvernement turc ait supprimé les obstacles qui gênaient les capitaux étrangers. On pourra donc trafiquer en toute sécurité et il est question que la RFA apporte une aide de l'ordre d'un milliard de dollars. Matthöfer n'a fait aucune allusion au régime militaire et policier qui emprisonne et tue les opposants en Turquie. Quand on fait des affaires, on ne s'intéresse pas à l'environnement et on ferme les yeux sur... les bavures.

IRAN

Communiqué

Vient de paraître le numéro 1 de *NAFARMAN*, le bulletin anarchiste d'expression persane, dont la publication avait été annoncée il y a longtemps par voie de presse, mais l'absence des moyens matériels avait retardé. Les communications se feront au nom du responsable de cette publication : Ahmad-Reza-Ravanbakhsh à l'adresse indiquée par ce bulletin, pour éviter la confusion avec un autre journal publié précipitamment à l'insu des véritables fondateurs de ce bulletin. Il est à rappeler qu'un autre bulletin anarchiste a été publié auparavant dont le nom *AZAD-MANESH* et l'adresse sont indiqués sur le *RUTA* numéro 36.

Publications reçues

C.N.T. n° 33-34 - Organe national de la Confédération Nationale du Travail espagnole, presque entièrement consacré au V^e Congrès de cette organisation. En vente à Publico : 3 F.

COMUNIDAD n°17 - Mensuel rédigé en langue espagnole et publié par des camarades libertaires sud-américains réfugiés en Suède. En vente à Publico : 6 F.

SOLIDARIDAD OBRERA n°60 - Organe régional de la C.N.T. de Catalogne. Au sommaire : écho habituel des luttes ouvrières, un dossier sur la famille, USA : mythe, réalité, etc. A signaler que ce journal comporte à chacune de ses parutions une page en langue catalane avec, cette fois, un long article sur Albert Camus. En vente à Publico : 3 F.

CONSTRUCCION n°23 - Organe du syndicat C.N.T. de la construction de Barcelone, en grande partie consacré au congrès de Madrid.

EL ATENEO n°7 - Bulletin édité par nos camarades de l'athénée libertaire Verdeda de Barcelone.

LE REBROUSSE-POIL n°25 - Mensuel d'action non-violente, d'écologie et de contre-information publié en Suisse. Des articles sur la répression politique en Suisse, le nucléaire, etc., et un petit dossier sur le droit des enfants et des jeunes.

A BATALHA n°58 - Organe anarcho-sindicaliste portugais. En vente à Publico : 3 F.

FREEDOM n°41 - Au sommaire, un dossier sur la psychiatrie et l'Etat. En vente à Publico : 3 F.

TIERRA Y LIBERTAD n°416 - Mensuel édité au Mexique par des camarades espagnols de la C.N.T. exilés dans ce pays.



de

I l s'agit de l'autre... Skirva q l'écrivain... marche in... Et pour... cette pré... en ce sen... de replac... liste d'orig... de no... dre et de... d'événem... - ses cont... au lecteur

Makha... chiste, m... vu Archi... gements... gie avec... marxiste... part, je n... condamne... ne Marx... référence... Le Capita... ment les... Mais là n... tant. A tr... de l'interp... ki, comme... vre de M... tendres, d... khaïski, d... intellectue... les aspira... d'Etat, à... élevé pou... hauteur c... que, com... pas justem... tion consi... écoutez-l... gation de... cialistes p... les masses... mettant à... objective... même ten... aux lois... siècle, qu... dis social

Les a

Be



En 1902, il le taulier leader local Dans son canons de sociale, et



Le livre de la semaine
par
Maurice JOYEUX

Le socialisme des intellectuels

de J.W. Makhaiski

Ed. du Seuil

Il s'agit d'un volume bicipite, en ce sens que le texte de l'auteur est précédé d'une copieuse présentation d'Alexandre Skirida qui nous renseigne sur l'écrivain et nous explique sa démarche intellectuelle et politique. Et pour une fois, je dirais que cette présentation est justifiée, en ce sens qu'il était nécessaire de replacer ce théoricien socialiste d'origine polonaise, peu connu de nos milieux, dans son cadre et de jalonner son parcours d'événements et de personnages - ses contemporains -, permettant au lecteur de s'y retrouver.

Makhaiski n'est pas un anarchiste, même si, comme l'a bien vu Archinov, certains de ses jugements ne sont pas sans analogie avec les nôtres ! Il reste un marxiste sourcilieux, et, pour ma part, je ne saurais souscrire à sa condamnation des écrits du jeune Marx, « le démocrate », par référence à ceux qui constituent *Le Capital*, les uns étant simplement les brouillons des autres ! Mais là n'est pas le plus important. A travers ses commentaires de l'interprétation faite par Kauski, comme par Bernstein, de l'œuvre de Marx, et qui ne sont pas tendres, ce que condamne Makhaiski, c'est la proportion des intellectuels à former un clan dont les aspirations sont le pouvoir d'Etat, à partir d'un marxisme élevé pour la circonstance à la hauteur d'une religion scientifique, comme si la science n'était pas justement une remise en question constante des acquis ! Mais écoutons-le : « Grâce à la propagation de la foi, les savants socialistes parviennent à convaincre les masses ouvrières qu'en se soumettant à la marche historique objective, elles se soumettent en même temps, indubitablement, aux lois de la nature du XIX^e siècle, qui nous sépare du paradis socialiste ». Sous une autre

forme, Bakourine, dans sa charge contre le gouvernement des savants, n'avait jamais dit autre chose et c'est ce que je me suis efforcé de répéter dans ce journal, en particulier en condamnant l'humanisme issu de La République de Platon, qui place à la tête de la nation « les sages ».

Ce qu'a parfaitement vu le théoricien socialiste c'est où conduirait ce qu'il considère comme une altération du marxisme (mais qui est son essence même) et on est frappé par la justesse et le modernisme de sa vision, lorsqu'il proclame : « Les millions de membres des partis socialistes constituent les meilleurs combattants de l'armée pour le progrès de la bourgeoisie, ainsi que la seule force capable de guérir la vie sociale actuelle des malaises et des contradictions dans laquelle elle évolue ». Et c'est encore vrai de nos jours où l'action réformiste des partis reste le garde-fou du système !

J'ai voulu citer quelques passages de ce texte pour inciter à la lire, en vous référant à Skirida qui a bien compris et parfaitement expliqué le lien qui existait entre les jugements sévères de Makhaiski et la situation actuelle des groupes révolutionnaires se réclamant de Marx, groupes devenus des faire-valoir de classes intellectuelles décidées à s'emparer du pouvoir d'Etat et d'installer, sous des formes diverses, à l'aide d'une phraséologie appropriée, de nouvelles couches dirigeantes issues de leur milieu ! Et il a parfaitement raison de souligner : « Les analyses de Makhaiski se sont trouvées confirmées par l'évolution historique et aident à éclairer deux questions vitales : l'échec du socialisme et la longévité du régime installé en URSS ». Et il aurait pu ajouter « et l'actualité du socialisme libertaire ».

Un film
sur le
mouvement
ouvrier

Ecoutez Claudot

« Nous ne prétendons pas faire une fresque historique du mouvement ouvrier international. Notre propos, ce sont les hommes. Ce sont les militants, les syndicalistes, les artistes, les témoins d'événements qui ont une résonance internationale. Nous essaierons donc de faire revivre, à travers leur portrait, leurs témoignages ou leurs évocations, des moments de l'histoire. Ecouter ces hommes, c'est écouter l'histoire. Mais faire raconter l'histoire par des hommes engagés, c'est ouvrir la porte aux passions.

D'un tempérament enthousiaste et chaleureux, souvent révolté, insoumis ou dissident, parfois fougueux, impulsif et véhéments, ces hommes racontent avec leur cœur. Leurs récits risquent donc d'idéaliser ou de transformer la réalité des faits. C'est pourquoi nous avons demandé à Jean Maitron, historien, directeur de publication du Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français (et auteur du Mouvement anarchiste en France) d'être le conseiller historique, ainsi que l'interlocuteur de Claudot.

C'est ainsi que Bernard Baissat et Tewfik Farès, réalisateurs du film, présentent Ecoutez Claudot.

Les deux réalisateurs ont choisi de montrer à travers la vie d'un homme, André Claudot, né en 1892, une partie de notre histoire sociale à laquelle il a activement pris part.

A. Claudot n'est pas un militant classique, c'est un homme très attiré par l'art, qui a choisi de s'exprimer par le dessin et la peinture. Plusieurs numéros du *Libertaire* d'avant 1914, puis dans les années 20-26, portèrent ses dessins (plus *Clarté* et la *Revue Anarchiste*) ; l'antimilitarisme ainsi que l'anticolonialisme seront alors ses chevaux de bataille.

Pendant la guerre de 1914, il reste fidèle à ses idéaux, comme le prouve sa collaboration à *Ce qu'il faut dire* de Sébastien Faure. A cette époque, André Claudot se trouve souvent mêlé aux principaux événements où les anarchistes occupent le devant de la scène. En 1917, il s'enthousiasme comme nombre de militants d'alors pour la grande révolution qui vient d'éclater là-bas, mais cependant, après plusieurs années d'espoir, elle fait lever en lui quelques doutes lorsqu'il écoute les récits des rescapés de la Tcheka.

Puis il s'exile en Chine où « mon ambition était de collaborer à une révolution... J'ai rendu des services, mais pas autant que je l'aurais voulu ». Il enseigne là-bas l'art du trait tout en s'imprégnant de la sensibilité asiatique.

Ensuite l'itinéraire de Claudot s'écarte du combat libertaire, à l'approche de

ROCK TRUST

Moi, j'avais vu dire : les groupes de rock français, j'me méfie. Non qu'ils ne soient pas musicalement capables de se défendre mais... enfin, bon ! J'ai souvent l'impression que les textes français collent mal à une musique qui a des racines anglo-saxonnes. A l'heure actuelle, deux groupes français me font penser tout autrement : *Téléphone* et *Trust*. Bon, *Téléphone*, on en a déjà beaucoup parlé ici et là ; mais il y a une petite bombe qui fait pas mal de ravages depuis un moment : c'est *Trust*. Que j'avais vu dire, *Trust*, c'est un groupe de quatre gars de la banlieue parisienne, qui font du hard-rock depuis à peu près deux ans ; si j'en parle aujourd'hui, en dehors du succès qu'ils remportent (salles de concerts bourrées, 50000 albums déjà vendus), c'est que ces mecs-là, en particulier Bernie le chanteur, m'impressionnent et puis c'est aussi quand même parce que le hard-rock, j'aime bien ; et quand c'est un groupe qui joue cette musique-là avec des textes français qui dénoncent avec rage les syndicats, la police et les gens « préfabriqués », moi, qu'est-ce que vous voulez, ça me plaît. Et puis Bernie a une putain de voix qui vous remue les tripes, c'est comme ça.

Ecoutez donc : « *Bosser huit heures* » (« T'as bien raison de bosser huit heures, ton salaire, c'est l'salaire de la sueur, t'as bien raison de bosser huit heures, ton salaire, c'est l'salaire de la peur »), virulente attaque contre syndicats-patronat réunis, « *l'Elite* », « *Police-Milice* », « *Préfabriqués* » et puis une reprise pas mal du tout d'un ryth'n blues de A. Young, M. Young et B. Scott : « *On Ride* ».

Pour en savoir plus sur *Trust*... allez les voir en concert !

P. RAMOS

Disque et cassette CBS 40 83732.

ROCK' INFOS

Les groupes rock anglais *Jam* et *Clash* projettent de participer à un concert de rock contre le racisme, en mai (lu dans *Rock and Folk*).

Le groupe français *Stop* va sortir un album chez « Phonogram » (un article sur ce groupe est paru dans *Le Monde Libertaire*).

Hé Ho ! habitants de Nîmes et sa région : *Shakin' Street* sera à Nîmes le 20 mars, et à Bagnols-sur-Cèze le 22... A ne pas rater.

Dans la série : « Les vieilles badernes » de devinette. Qui a dit dans une interview à *Libération* que « le rock est une musique sciemment propulsée par la CIA pour aliéner la jeunesse européenne » et plus haut, qu'il approuvait l'entrée des Russes en Afghanistan pour défendre leur révolution... ? Georges Marchais ? Charles Fiterman ? Non ! C'est Leny Escudero. Joli, non ? Allez, remettez-vous les gars !

P. RAMOS
(gr. du Gard F.A.)

Le Coin des Copains

Hubert-Félix Thiéfaine sera le 13 mars à Canteleu, le 14 au Havre et le 22 à Montbelliard. Les critiques sont unanimes sur son spectacle : « Plus tard, lorsque vous direz je l'ai vu, on dira de vous : voilà un brave ! », Napoléon. « Donne-lui tout de même à boire lui dit mon père », V. Hugo. « Thiefaïne mérite votre confiance », la Mère Denis.

Peroni et Roustan sévissent toujours au Café d'Edgar à 23 h 15. Les militaires et le PC n'aiment pas. Nous si. Vous avez dit bizarre ?

Jusqu'au 30 mars, *Le Camp du Drap d'Or* de Rezvani au TEP. La presse bourgeoise n'aime pas du tout, *Le Monde Libertaire* beaucoup. Comme c'est bizarre !

J.J. JULIEN

Les aventures épatantes et véridiques de

Benoît Broutchoux



En 1902, il y avait à Lens, rue Gambetta, un café dont le taulier se nommait Norange. Ce zigue là était le leader local du Parti Ouvrier Français de Jules Guesde. Dans son estaminet, entre force chopes de bière et canons de rouge, les bons bougres jactaient de la sociale, et collectivistes d'un côté, anarchos de l'autre,

s'engueulaient à qui mieux mieux.

Parmi les habitués se trouvait bien entendu notre amiche Broutchoux, qui était alors délégué à la fosse 8 où il turbinait toujours aux fours à coke.

Lui et ses poteaux de Montceau-les-Mines avaient acquis une réputation époustouflante, vu qu'à Montceau

par Phil et Callens



les mineurs s'étaient appuyés de sacrées grèves, et ne perdait pas leurs légumes dès que les cognes rappaient. Dans le Pas-de-Calais, y'avait plus eu l'erche de bagarre depuis un bout de temps, et les gros coups durs remontaient à 1893 et 1884, date de la grève d'Anzin qu'Emile Zola a pris pour modèle de son bouquin « *Germinal* ».

à suivre

Bande dessinée tirée de

Les aventures épatantes
et véridiques de

Benoît Broutchoux

par Phil et Callens

Ed. Le dernier

Terrain Vague

En vente à Publico 48 F

Le groupe
Massy-Palaïseau
vient d'édiiter

La chair à canon
et autres textes
de Manuel Devialdes

En vente à Publico 20 F

RHODESIE — ZIMBABWE

L'évolution des rapports de force dans le Tiers-Monde LA MAJORITE NOIRE ACCEDE AU POUVOIR

Les récents événements de Rhodesie prennent toute leur importance quand on les considère dans le cadre de la décolonisation de l'Afrique. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si les pays qui furent décolonisés en dernier, figurent parmi les plus riches du continent. En Rhodesie comme en Afrique du Sud, les colons britanniques refusèrent de suivre la voie tracée par le gouvernement de Londres, afin de préserver leur domination basée sur l'exploitation d'une population de Noirs largement majoritaire. La division en classes recoupe très exactement la séparation raciale, et c'est ce système de l'apartheid qui donne toute la dimension du problème rhodésien. La campagne internationale pour le boycott économique et politique des régions pratiquant l'apartheid ne date d'ailleurs pas d'hier, puisque la Grande-Bretagne la décréta dès que la minorité blanche de Rhodesie déclara, en 1965, de s'affranchir brusquement de la tutelle coloniale pour poursuivre l'œuvre entreprise de « défense et extension de la civilisation chrétienne ». Depuis cette époque, la Rhodesie était au ban des nations, exclues de l'ONU et de toutes les instances internationales. Mais les intentions pures de lutter contre le racisme n'expliquent pas tout, bien au contraire. Il n'est que de se souvenir de l'intervention rapide et sanglante au Biafra deux années plus tard pour saisir toute la nuance qu'il convient d'apporter au rôle rempli par la Grande-Bretagne dans le règlement de l'affaire rhodésienne. Il aura en fait fallu sept années de guérilla pour que le problème trouve une solution pacifique sous les bons offices de l'ancien colonisateur.

La lutte armée

L'opposition au régime ne pouvait que se radicaliser, étant certaine de l'appui international. Très rapidement, l'opposition menée principalement au début par les représentants de l'Eglise méthodiste, fut débordée par des vagues successives de jeunes militants noirs qui avaient poursuivi leurs études à l'étranger. Après la création de divers partis d'opposition, vite interdits, l'entrée en clandestinité et l'organisation de la guérilla s'imposèrent tout naturellement. C'est en 1972 que les hostilités commençaient : la guerre n'a pas cessé jusqu'à la conclusion des récents accords fin 1979.

Et c'est le renforcement continu de cette guérilla qui va forcer le gouvernement rhodésien de Smith à rechercher les meilleures solutions de rechange à une situation qui devenait intenable, tant sur le plan militaire malgré l'aide de l'Afrique du Sud, que sur le plan économique. L'absence de tout autre allié sur la scène internationale, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne voulant imposer à Smith des modifications minimum à son régime, va jouer un rôle décisif dans le règlement du conflit. Et cela d'autant plus qu'en face la guérilla bénéficiait, outre d'un indéniable soutien de la population noire, d'un appui stratégique de la part des pays voisins. La décolonisation portugaise en 1974 fournit deux alliés de poids à la guérilla. C'est d'ailleurs au Mozambique et en Angola que s'installèrent les bases stratégiques et les camps d'entraînement des ar-

mées de libération. Celles-ci pouvaient également compter sur l'appui de tous les pays de la région, c'est-à-dire le Botswana, la Zambie et la Tanzanie, mais l'accession à l'indépendance des deux dernières colonies de la région ne pouvait qu'encourager à poursuivre la guerre entamée contre le régime raciste.

Le règlement politique et le rôle des puissances étrangères

Face à une situation qui devenait de plus en plus instable, le gouvernement blanc allait chercher à plusieurs reprises à casser l'unité du mouvement nationaliste noir. Et ce furent les bons offices du commis-voyageur Kissinger qui lui permirent, par la proposition d'un plan de règlement étalé sur deux ans, de rallier trois tendances de l'opposition qui ne participaient pas à la guérilla. Ces nationalistes modérés, issus de la première vague des opposants (l'évêque Muzorewa, le pasteur Sithole principalement), allaient alors être utilisés habilement par Smith, avec le concours des grandes puissances occidentales. Des élections législatives rondement menées permirent de mettre en avant la représentativité des nationalistes ralliés à la cause du règlement pacifique. Mais le déroulement des élections, organisées alors que la guérilla battait son plein, laissèrent tellement à désirer que non seulement le plan de règlement ne fut pas mené à bien, mais que le Conseil de Sécurité de l'ONU refusa de prendre en considération les résultats et décida par conséquent de maintenir les sanctions économiques contre la Rhodesie. Il fallait tout recommencer, et il devenait de plus en plus évident qu'aucun véritable règlement n'interviendrait s'il n'avait pas l'assentiment des deux branches de la guérilla, celle de Mugabe basée au Mozambique et celle de Nkomo appuyée par l'Angola.

Tous les efforts de la Grande-Bretagne allaient donc désormais porter dans ce sens. Et c'est une Conférence du Commonwealth, où siègent pratiquement toutes les anciennes colonies anglaises, qui allait proposer, en août 79, la solution qui a abouti aux récentes élections. Il est d'ailleurs curieux de remarquer que ce projet diffère assez peu de celui qui avait été proposé trois ans plus tôt par la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. Le processus était le même : élection d'un Parlement de 100 membres, puis révision de la Constitution, l'aboutissement des opérations entraînant automatiquement la levée des sanctions internationales et l'octroi d'un soutien financier important. Les Blancs ne se réservaient plus que 20 sièges au lieu de 28 dans le précédent plan ; l'organisation du soutien devait être supervisée par les soins d'un gouverneur britannique. Mais ces propositions étaient loin de satisfaire les exigences des chefs de la guérilla, et en particulier Mugabe qui réclamait le départ préalable de Smith et de Muzorewa et la dévolution des pouvoirs militaires légaux à son « armée populaire ». Et pourtant, tous vont accepter ce plan de règlement pacifique. Le Front patriotique acceptera rapidement le principe d'un cessez-le-feu qui entra en vigueur le 2 janvier après la dissolution du parlement fantôme élu en avril 79 et l'installation du gouverneur britannique. Que s'est-il donc passé pour qu'un tel revire-

ment soit rendu possible ?

Il apparaît nettement que les pays africains soutenant la guérilla souhaitaient une solution rapide et qu'ils ont su faire entendre raison aux rebelles. L'engagement de la Tanzanie en Ouganda et le rôle actif que joue l'Angola dans la guerre de Namibie ont de toute évidence pesé dans la volonté d'en finir avec un conflit dont l'issue était incertaine du fait de la division de la guérilla en deux camps. Quant aux trois voisins de la Rhodesie, ils souhaitaient le rétablissement rapide de relations économiques avec l'Afrique du Sud, car il ne faut pas oublier que l'Afrique du Sud, principal soutien de l'apartheid, représente un poids économique prépondérant qui se fait sentir dans tous les pays d'Afrique australe. C'est cette domination économique que fait sa force politique et qui a joué un rôle déterminant pour aboutir à un règlement pacifique qui laisse, il faut le dire, la part belle aux Blancs.

Les lendemains d'un succès électoral

Les élections de fin février auront eu le mérite de situer plus clairement le véritable rapport des forces politiques du pays. Il est ainsi significatif que les partisans de l'évêque Muzorewa, le collaborateur de la dernière heure, n'obtiennent que trois sièges à la place des 51 que leur avait donnés l'élection d'avril 79. C'est plus la démonstration de la gigantesque farce électorale organisée par les colons que de l'instabilité politique d'un électoral noir sous-cultivé. Les dirigeants historiques de la lutte armée se taillent la part du lion, et la répartition des sièges semble refléter ce qu'était le rapport de forces sur le terrain : 57 pour les partisans de Mugabe et 20 pour ceux de Nkomo. Ainsi, malgré les 20 sièges réservés d'avance aux Blancs, l'aile radicale du mouvement nationaliste noir s'assure d'une majorité confortable.

On pourrait penser que la révolution va pouvoir avancer allègrement et la minorité va devoir faire ses valises. Il est probable qu'il n'en sera rien. Le nouveau premier ministre d'un Etat qui s'appellera désormais le Zimbabwe, aura à cœur de ménager ses anciens ennemis ; il n'y aura pas d'expropriations des terres conquises indûment par les colons, et ceux-ci conserveront leur domination économique. Certes, l'entrée, définitive sans doute, des Noirs dans la vie politique du pays va quelque peu modifier les contours des classes sociales : mais c'est une minorité de Noirs qui pourra parvenir à une situation comparable à celle de l'ensemble des Blancs. Le mélange progressif des races ne résoudra nullement le problème fondamental qu'est l'exploitation éhontée de la majorité de la population par une infime minorité. Bien au contraire, le système ne pourra que s'en renforcer par la collaboration des dirigeants noirs. Le tribalisme n'est pas mort en Afrique.

Il est de toutes façons certain que les périodes qui suivent les conflits armés, ne sont jamais favorables à une révolution sociale. Au Zimbabwe comme ailleurs, l'Union nationale est à l'ordre du jour pour reconstruire un pays que cette longue guerre a saigné à blanc. Depuis trois ans, la production industrielle a baissé de 10 à 15% et la production du bétail de 30%.

Mais l'atout majeur que constituent les richesses minières (charbon, or, cuivre, amianté principalement) permettront au Zimbabwe de prendre rapidement sa place parmi les pays les plus riches du sous-continent africain. Mais les conditions de la réussite économique ne laissent place à aucune ambiguïté : pour éviter une intervention militaire de l'Afrique du Sud, il faudra ménager la minorité blanche et renoncer à toute réforme sociale d'envergure comme la réforme agraire qui la priverait de ses privilèges. Pour ne pas compromettre la survie du nouveau régime, ses représentants ne pourront pas négliger leur puissant voisin qui, ne l'oublions pas, possède l'arme nucléaire et entend bien conserver son rôle de gendarme dans cette partie du monde.

Une inconnue toutefois dans l'avenir du Zimbabwe : l'issue de la guerre de Namibie qui oppose l'Afrique du Sud au mouvement nationaliste noir activement soutenu par l'Angola. Une éventuelle victoire des rebelles, que ce soit par les armes ou par la négociation sans arbitrage international, mettrait alors l'Afrique du Sud en position délicate. L'issue du conflit ne fait d'ailleurs guère de doutes. Les deux derniers pays de la région restés sous la domination blanche ne continueront pas longtemps à faire exception. Le jeu de l'Afrique du Sud consiste en fait à gagner du temps en prenant des allures plus libérales, mais le jour où sa prépondérance économique sera suffisamment affirmée dans la région, le régime colonial tombera facilement. Comment pourrait-il résister à la pression de l'ensemble de ses voisins qui, à n'en pas douter, apporteraient leur soutien militaire à une armée de libération qui reste à créer. D'ailleurs, le gouvernement de Vorster prend les devants en installant des roitelets africains à la tête de petits Etats dont l'indépendance est purement théorique (Lesotho, Swaziland, Transkei).

L'enjeu principal de ce combat d'arrière-garde qu'est le maintien de l'apartheid, c'est d'empêcher que les richesses minières ne tombent totalement entre les mains des indigènes qui pourraient ainsi, dans dix ans, faire monter le prix de l'uranium comme les pays de l'OPEP ont fait monter les enchères sur le pétrole. C'est donc une nouvelle forme de colonialisme qui doit s'imposer, un colonialisme plus subtil capable de ménager les subtilités tribales ou nationales afin de s'assurer en douceur la mainmise sur les capitaux industriels. Car il ne faut pas oublier que l'URSS, par l'intermédiaire de l'Angola, et la Chine, qui s'appuie sur les républiques populaires du Mozambique et de la Tanzanie, ont des visées sur cette partie du monde. La guerre des multinationales ne fait que commencer, et c'est dans cette région que se joue une des guerres les plus décisives qui préparent un nouveau partage du monde entre les grandes puissances.

Quant au peuple indigène, il n'a pas fini de trimer pour le compte de ses exploités. Sortant à grand-peine de son Moyen-Age, il constitue une proie de choix pour les grands trusts capitalistes qui sauront, à n'en pas douter, se trouver des agents fidèles dans les nouveaux régimes qui se mettent en place.

Alain SAUVAGE

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.